



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

EPAU GROUPEMENT
D'INTÉRÊT PUBLIC
L'Europe des Projets
Architecturaux et Urbains

POPSU transitions

ARPENTER LES SENTIERS DES TRANSITIONS AU SERVICE DE LA COHESION DES TERRITOIRES



Arpenter les sentiers
des transitions au service
de la cohésion des territoires

JANVIER 2025





Philippe Mazenc
Directeur général de
l'Aménagement, du Logement
et de la Nature, président du
GIP EPAU

Les travaux de *POPSU Transitions* s'inscrivent dans le déploiement territorial de la planification écologique et de l'aménagement du territoire. Ces stratégies s'adosent à un plan visant à tenir nos engagements climatiques : la baisse de 55 % nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030.

L'enjeu maintenant, c'est de décliner cette planification écologique à partir de nos outils d'aménagement et afin de renforcer l'appropriation citoyenne de ces enjeux et de ces ambitions. C'est le sens et la force des recherche-action *POPSU Transitions* : créer une complémentarité entre les ambitions de l'État et leur mise en œuvre au plan local, créer une complémentarité entre les élus, acteurs et chercheurs.

POPSU Transitions illustre la nécessaire articulation entre les échelles d'action pour réussir nos ambitions en matière de bifurcation écologique : depuis l'Europe jusqu'à nos territoires, en passant par l'État, la planification écologique s'accomplira dans le dialogue permanent entre toutes les parties prenantes qui disposent des leviers et des expertises pour réussir la transformation de nos politiques publiques. La planification revêt un sens bien différent des précédentes. Mais elle n'est pas sans héritage. Elle nécessite toujours une stratégie bien établie et un rapport au temps qui conjugue l'urgence d'agir et la nécessité de prévoir le moyen et le long terme. C'est tout l'enjeu de la prospective qui anime aussi les travaux du programme *POPSU*.

Et pour décider, rien ne peut se faire sans un dialogue constant avec sa population, mais aussi avec la recherche scientifique. Ce dialogue existe sur le plan national, c'est le sens des travaux du Haut conseil pour le climat. L'entrée en scène de *POPSU Transitions* pour accompagner les grandes villes dans la réussite de leur transition résonne comme la même déclinaison sur le

plan local : comment réussir le ZAN à Aix-Marseille ? Comment gérer la ressource en eau à Dunkerque ou à Grenoble ? Comment penser les transitions alimentaires à Lille ? ... Avec les 400 chercheurs engagés dans *POPSU Transitions*, il y a une ressource inestimable de connaissance et d'intelligence collective qui bénéficie aux collectivités qui s'engagent.

Avec tous les « GIEC locaux » qui sont autant de lieux de cette conversation, de ces dialogues territoriaux dont nous avons besoin, nous avons de quoi construire des stratégies qui soient adaptées aux réalités locales.

L'État fixe une ambition et des objectifs, mais il laisse aussi de la souplesse sur les modalités pour y parvenir. Le meilleur chemin n'est pas le même à Brest, Strasbourg, Toulouse, Nice ou Lille. Il dépend de l'écosystème, de la volonté éventuelle des habitants, des stratégies des collectivités. Mais à chaque fois, pour être le plus efficace, nous devons créer de l'interdisciplinarité, créer des ponts entre les territoires, créer des alliances. La transition écologique nécessite d'embarquer toute la société. Elle nécessite que, pour cette traversée collective, on soit capable de s'appuyer les uns sur les autres plutôt que de se disputer. Le sujet, ce n'est pas de savoir qui marque le but en matière de transition écologique, c'est de savoir comment on préserve le terrain.

Au cours de ces pages, vous allez découvrir la diversité des thématiques qui seront investies par les plateformes de *POPSU Transitions* et qui résonnent fortement avec les politiques publiques mises en œuvre au sein de la DGALN : à Aix-Marseille, sur le crucial enjeu de l'intensification urbaine pour réussir le ZAN ; à Bordeaux, sur la refondation des cultures professionnelles dans l'aménagement à l'heure des transitions pour accompagner ces changements de logiques dont nous avons besoin ; à Brest, sur les réorientations écologiques des plans et stratégies urbaines ; à Dunkerque et à Grenoble, sur l'enjeu de l'eau, qui submerge ici, et se raréfiera là-bas ; à Nice, sur les paysages ; dans le Grand Paris, sur les mutations des modèles de métropolisation ; à Rennes, sur le souffle écologique qui donne un nouvel élan à la coopération territoriale ; à Tours, sur la protection normative des sols vivants et de la biodiversité, etc.

Or, sur chacune de ces thématiques, nous sommes convaincus de la nécessité d'associer un travail de fond avec une dynamique scientifique pour favoriser la mise en œuvre de l'action publique au plan national et local. C'est la raison pour laquelle la DGALN croit beaucoup en ce programme et a souhaité le soutenir.

Les travaux de *POPSU Transitions* et l'appui de la recherche scientifique seront des plus précieux pour documenter la réinvention de l'aménagement et explorer les conditions de la réussite de la planification. Le défi des transitions sera relevé à ce prix.

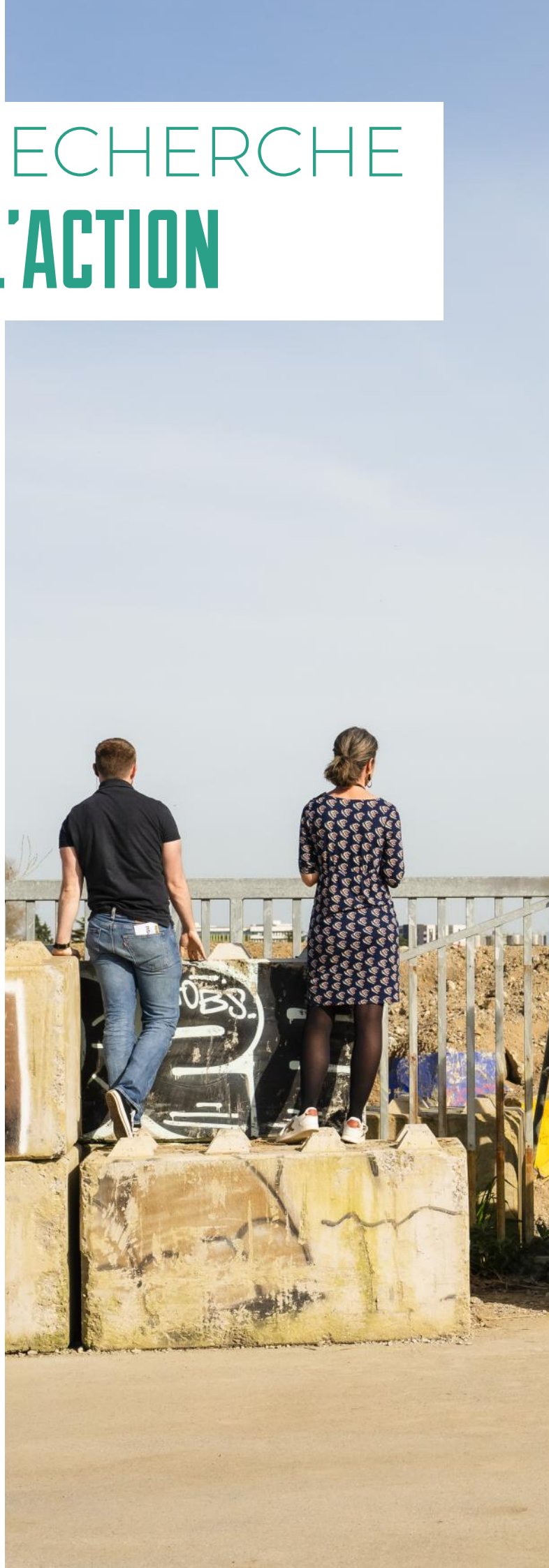
POPSU, LA RECHERCHE AU SERVICE DE L'ACTION

POPSU, LA CONSTRUCTION DE SCÈNES INTELLECTUELLES LOCALES AU SERVICE DE L'ACTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Lieu de convergence de la recherche et de ceux qui font et gouvernent les villes, la Plateforme d'observation des Projets et Stratégies Urbaines – *POPSU* – croise, en « circuit court », les savoirs scientifiques, l'expertise opérationnelle et les préoccupations des élus, pour mieux comprendre les enjeux et les évolutions des politiques urbaines et territoriales. Elle capitalise, à des fins d'action, les connaissances établies et en assure la diffusion auprès de publics divers : élus et services des collectivités, universitaires, opérateurs des politiques urbaines, grand public. Elle se décline en deux programmes : *POPSU Transitions* et *POPSU Territoires*. *POPSU* réunit 800 chercheurs et constitue le principal programme de recherche sur les questions urbaines au plan national.

UN OBJECTIF : ACCOMPAGNER L'ACTION PUBLIQUE

La mobilisation d'équipes de recherche sur le terrain dans le temps long favorise un « pas de côté » pour les acteurs des territoires, délestés pour un temps des contraintes du quotidien : la recherche-action vise à construire des analyses partagées et à éclairer l'action des administrations centrales et des décideurs à l'échelle locale dans leur mission d'élaboration de stratégies de planification et de développement.



ARPENTER LES SENTIERS DES TRANSITIONS DANS UN MONDE INCERTAIN

Tandis que l'urgence climatique oblige à la mise en oeuvre de politiques ambitieuses, les territoires urbains sont engagés dans des trajectoires de transition et de cohésion. Celles-ci requièrent une transformation qui croise ruptures radicales et évolutions maîtrisées et négociées. Il s'agit donc de décrire ces mutations, de les expliquer et de les comprendre pour mieux les construire. La crise sanitaire a montré que ces changements se déploient dans un contexte général d'incertitude.

LES ÉCHELLES TERRITORIALES DES TRANSITIONS

Les sites sélectionnés permettent de couvrir la variété des configurations territoriales. L'objectif est d'appréhender les politiques urbaines en faisant « atterrir » les villes dans leur « environnement ». Le pari de ce programme est en effet de considérer que les espaces urbains ne sont pas des systèmes "hors-sol", bâtis contre ou à côté de la nature, mais qu'ils doivent retrouver leur géographie, leur milieu écosystémique, ses ressources et ses contraintes.

APPRÉHENDER LA PLURALITÉ DES TRANSITIONS AU SERVICE DE LA COHÉSION

Le programme *POPSU Transitions* articulera les enjeux de cohésion territoriale et de transition écologique. Cette dernière sera appréhendée de manière plurielle et systémique en combinant :

- La question sociale, pour lutter contre les inégalités et agir sur la cohésion sociale ;
- La question économique, pour dépasser l'impératif d'attractivité et penser les enjeux de relocalisation et de réindustrialisation décarbonée ;
- La question culturelle, pour bâtir des visions du monde et de nouveaux récits territoriaux ;
- La question numérique, pour orienter la révolution technologique au service de son accès au plus grand nombre ;
- La question politique, pour mettre en place les conditions de la démocratie permanente ;
- La question démographique, pour associer étroitement la « génération climat » aux défis d'aujourd'hui et aux décisions de demain.

POPSU TRANSITIONS

DE L'URGENCE ÉCOLOGIQUE À LA COHÉSION DES TERRITOIRES

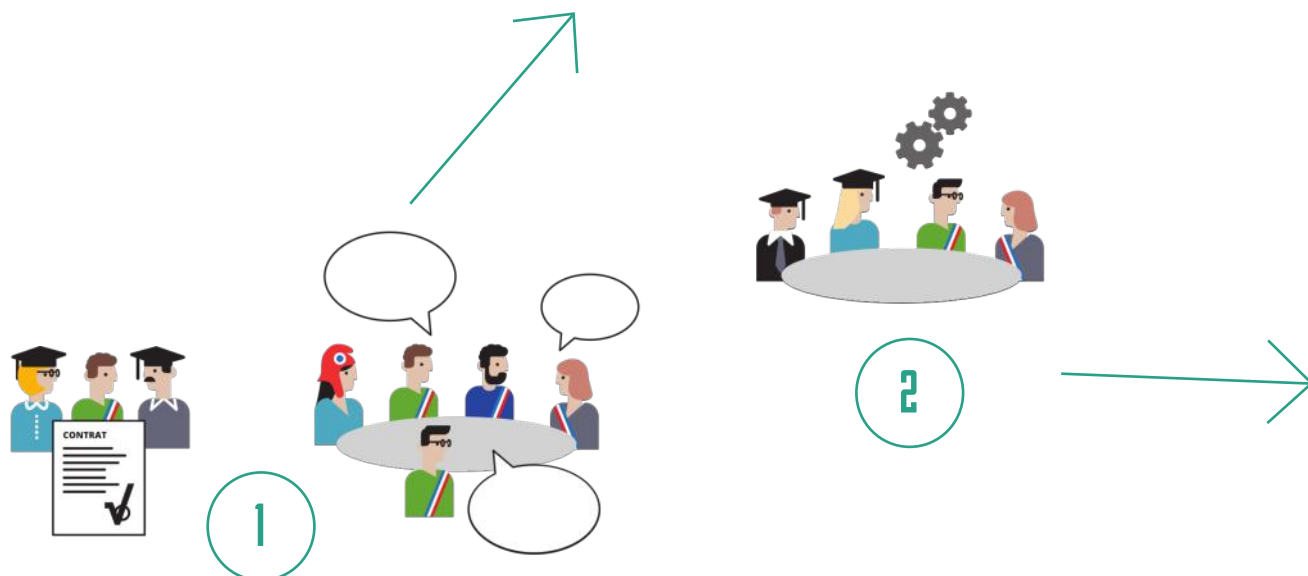
LA MÉTHODE

POPSU TRANSITIONS



BÂTIR UNE NOTE PROBLÉMATIQUE ET MÉTHODOLOGIQUE À L'OCCASION D'UN SÉMINAIRE D'ORIENTATION

L'équipe de recherche, en concertation avec les services, effectue un travail de construction de la problématique à partir des préoccupations qui se sont exprimées localement. Elle précise la méthode permettant de mener l'enquête sur les axes de recherche identifiés. Cette note problématique et méthodologique est approuvée par les élus et les services et fait l'objet d'une présentation auprès du conseil scientifique de POPSU pour validation du programme de travail issu de ce processus de co-construction. Un événement de lancement local, en présence des élus, des services de la collectivité, de l'équipe de recherche et d'autres parties prenantes (agence d'urbanisme en particulier) permet de présenter publiquement et de mettre en délibération les axes choisis pour amorcer la recherche-action.

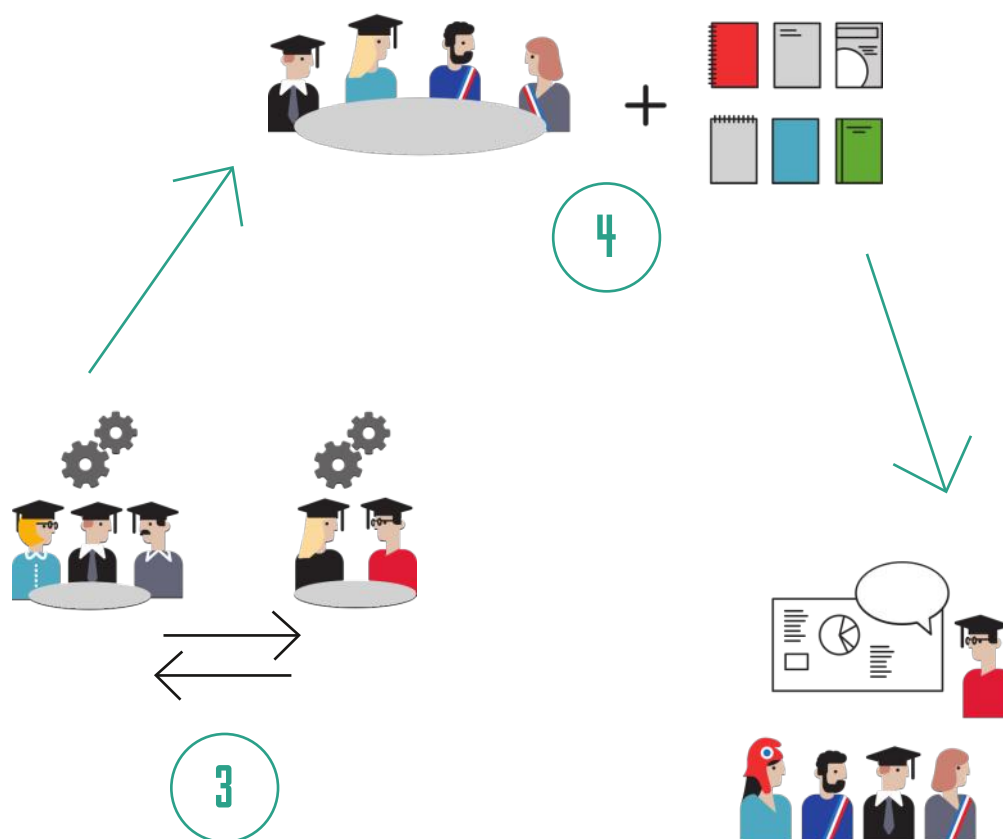


FAIRE ÉMERGER COLLECTIVEMENT DES PROBLÉMATIQUES DE RECHERCHE

Les élus, acteurs et chercheurs définissent des axes de recherche qui déclinent la thématique des « sentiers de transition » à partir de préoccupations locales.

METTRE EN DISCUSSION, RESTITUER ET VALORISER LES CONNAISSANCES

L'animation nationale du programme est assurée par des rendez-vous réguliers (séminaires, ateliers transversaux, colloques, etc.) qui inscrivent les travaux des plateformes dans une grille de lecture commune permettant de capitaliser les connaissances sur les trajectoires territoriales des transitions.



DÉPLOYER LA RECHERCHE-ACTION

Coeur de la méthode *POPSU*, les équipes de recherche conduisent les enquêtes en s'appuyant sur l'agence d'urbanisme du territoire, ainsi que l'ensemble des partenaires identifiés pour assurer l'animation de la plateforme et la collecte de données (agence de l'eau, établissement public d'aménagement, conseil de développement...). Elles mettent en débat, au fil de l'eau, les découvertes et résultats intermédiaires selon des modalités qui associent à ces échanges élus, professionnels et habitants.

PRODUIRE LA CONNAISSANCE AU FIL DE L'EAU

La plateforme produit des synthèses et notes à destination des acteurs ainsi que les ouvrages qui rejoindront la collection des *Cahiers POPSU*, et seront disponibles en librairie auprès du grand public. Des entretiens filmés et des productions audiovisuelles (webséries et podcasts) seront également réalisés *in itinere*.

LES ORIENTATIONS

POPSU TRANSITIONS



1

UNE CONCEPTION SYSTÉMIQUE DES TRANSITIONS

Les transitions ne concernent pas uniquement l'urgence écologique, elles doivent s'appréhender de manière systémique en mettant en jeu les questions sociales (de cohésion), numériques (de digitalisation), économiques (de relocalisation), politiques (de démocratisation), culturelles (d'accessibilité), d'aménagement (de sobriété).



2

LE PARI INTER-TERRITORIAL

Afin de rompre avec l'opposition entre « grandes » et « petites » villes, *POPSU* engage des recherches à l'échelle des grands territoires. Ainsi, les collectivités membres du programme sont des métropoles, des grandes villes moyennes et leurs agglomérations, ainsi que des territoires associant plusieurs villes et leurs environnements. Les périmètres de travail débordent systématiquement les frontières administratives pour s'inscrire dans des systèmes territoriaux larges. Le programme s'enrichit de l'arrivée d'une dizaine de nouvelles plateformes, élargissant la palette des situations territoriales.



3

LA PLURIDISCIPLINARITÉ RADICALE

Des approches associant enquêtes qualitatives et approches statistiques et quantitatives favorisent le décroisement entre disciplines et l'association entre sciences sociales de l'urbain (géographie, aménagement et urbanisme, sociologie, science politique, économie, architecture), sciences de l'environnement (agroécologie, climatologie, écologie, hydrologie), et sciences de l'ingénieur et de la santé.

4

UN SOUTIEN AUX JEUNES CHERCHEURS

Engagé dans la promotion d'une nouvelle génération de chercheurs en études urbaines, *POPSU Transitions* renforce son programme doctoral en développant des conventions CIFRE en partenariat avec la Chaire Arpenter animée par le GIP EPAU et Léonard.

5

UN PROGRAMME MULTI-PARTENARIAL

Le programme bénéficie du soutien de partenaires institutionnels publics : la DGALN et le PUCA, l'ADEME, l'Institut de la Recherche de la Caisse des dépôts, France urbaine, Intercommunalités de France, la Fédération nationale des agences d'urbanisme, la Coordination nationale des conseils de développement. *POPSU Transitions* s'articule également avec *POPSU Territoires*.

6

LA VALORISATION DES RÉSULTATS

Les recherche-actions sont valorisées par la publication des *Cahiers POPSU* (éditions Autrement), des films sous la forme de webséries, produits par l'agence CAPA, des événements scientifiques (colloques), des manifestations « grand public » (dans des librairies et des lieux d'exposition) et des séminaires avec les services et les élus, aux échelles nationale et locale.

DES SCÈNES INTELLECTUELLES LOCALES

POUR NOUER UN DIALOGUE INÉDIT ENTRE LES COLLECTIVITÉS ET L'ÉTAT

La plateforme est fondée sur un partenariat entre l'État et les collectivités locales. Elle est portée par le GIP L'Europe des projets architecturaux et urbains (EPAU).

Issu d'un partenariat inédit avec les collectivités territoriales, *POPSU* est opéré par l'Europe des projets architecturaux et urbain (EPAU), un groupement d'intérêt public placé sous la tutelle du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, par la Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature et du Ministère de la Culture, par la Direction générale des patrimoines et de l'architecture et la Cité de l'Architecture et du Patrimoine. Le GIP EPAU conduit des actions de

recherche, d'expérimentation, de valorisation et d'animation des réseaux professionnels du cadre bâti, de la ville et des territoires. Il met en oeuvre, outre les programmes *POPSU*, les programmes *Coubertin*, *Engagés pour la qualité du logement de demain*, la *Caravane des Ruralités*, *ERABLE*, le concours d'architecture *Européen* et la consultation internationale *Quartiers de demain*. Ces programmes partagent des méthodes communes en matière de recherche et d'expérimentation partenariales ; elles associent collectivités locales, administration centrale et opérateurs des politiques urbaines et territoriales.

DES PLATEFORMES LOCALES

Dans chacun des territoires partenaires, le programme *POPSU Transitions* s'appuie sur des plateformes locales constituées d'une diversité de membre : chercheurs, élus, techniciens des services des villes et des métropoles, des SEM, EPA, SPL, des agences d'urbanisme, représentants des conseils de





développement, des services déconcentrés de l'Etat. Les plateformes locales permettent de créer des lieux d'échange entre le monde de la recherche et les mondes de l'action. Elles visent à organiser des relations par des séminaires. Un référent *POPSU*, désigné au sein de la collectivité locale, assure le suivi de la mise en oeuvre de la recherche-action, facilite l'accès des chercheurs aux données et aux acteurs à rencontrer, et fait le lien avec la plateforme nationale. De même, un référent scientifique, garant de la conduite de la recherche auprès de la collectivité et de la plateforme nationale, pilote les travaux et coordonne les activités de restitution et de valorisation.

UNE PLATEFORME NATIONALE AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS

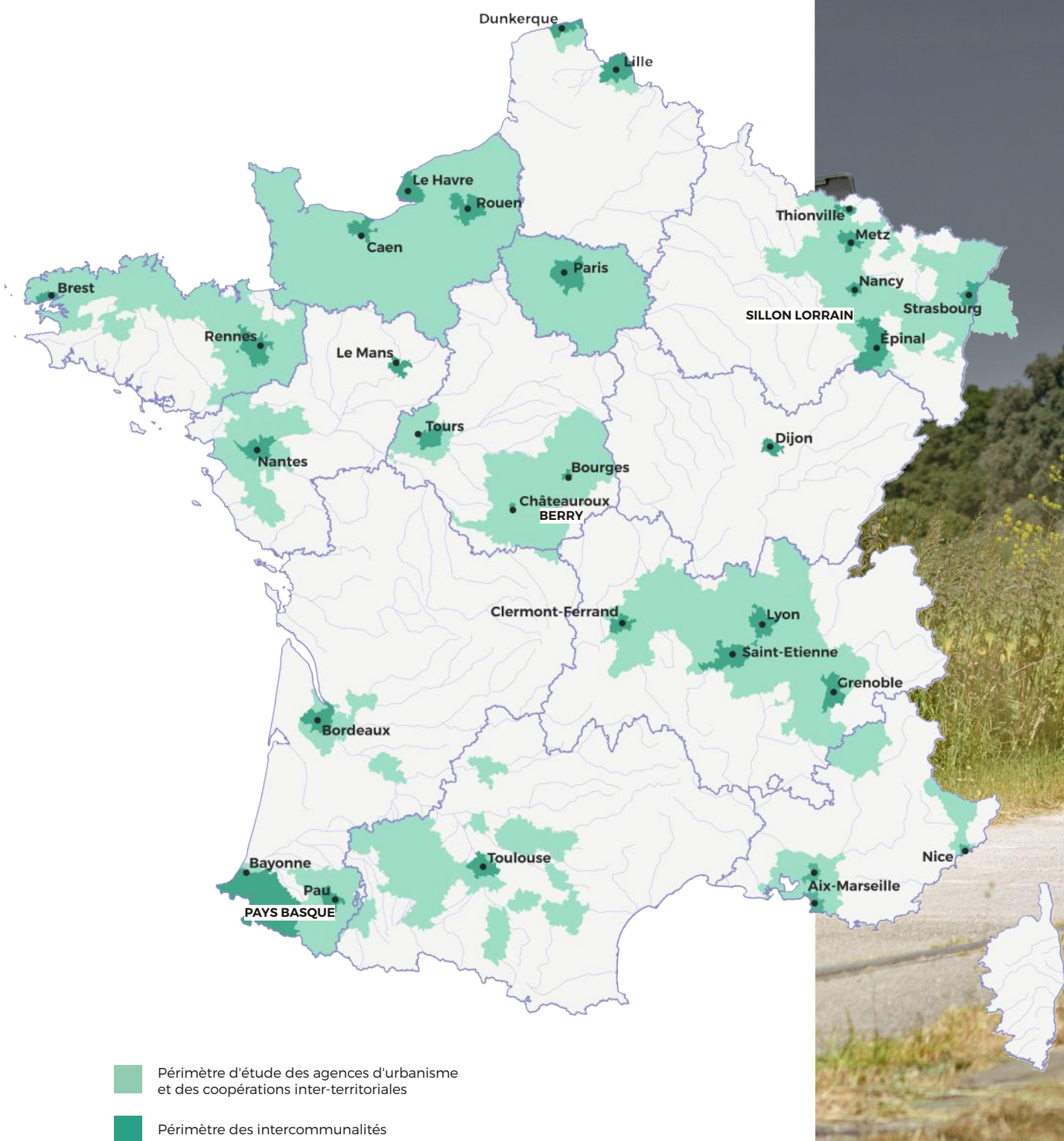
La direction du programme *POPSU Transitions* assure sa valorisation aux échelles nationale et locales. Un conseil d'orientation rassemblant des acteurs de l'État, des élus et des cadres dirigeants des collectivités, des chercheurs à l'expertise reconnue sur le plan national accompagne le programme. Un

dispositif d'animation national permet de construire le dialogue entre les plateformes. Il organise les travaux comparatifs et les rencontres nationales favorisant la mise en débat des recherches et la circulation des pratiques, identifiant de nouveaux questionnements. Des synergies avec *POPSU Territoires* sont aussi mises en oeuvre (études transversales, événements conjoints).

LE PILOTAGE SCIENTIFIQUE

Au plan national, le suivi scientifique du programme, sa cohérence, son animation sont assurés par un collectif de chercheurs, composé de Sabine Barles (Univ. Paris 1), Xavier Desjardins (Sorbonne Université), Renaud Le Goix (Univ. Paris Cité), Gilles Pinson (Sciences Po. Bordeaux) et Magali Talandier (Univ. Grenoble-Alpes) et Marie-Christine Jaillet (CNRS-LISST Toulouse), qui en assume la coordination.

Au plan local, le pilotage de la plateforme est assuré conjointement, pour la collectivité, par un élu et un représentant de la direction des services, référent technique du programme, et par un chercheur responsable du consortium scientifique.



Sources : Fnau, Agences d'urbanisme

LES PLATEFORMES POPSU ENGAGÉES SUR LE CHEMIN DES TRANSITIONS

COMPRENDRE POUR
AGIR ET AGIR POUR
COMPRENDRE





AIX-MARSEILLE-PROVENCE MÉTROPOLE

Intensifications métropolitaines

Quelle(s) intensification(s) désirable(s) et solidaire(s) pour le territoire d'AMP, métropole plurielle ?

Avec 3 149,20 km², Aix-Marseille-Provence Métropole est la plus grande métropole de France. 1 900 000 habitants peuplent ce territoire polycentrique composé de deux villes centres principales (Aix-en-Provence et Marseille) et de 89 autres communes de différents niveaux (villes moyennes, petites villes et villages). Son paysage est marqué par la dualité entre des zones très urbanisées plus densément bâties et des plaines agricoles et espaces naturels qui recouvrent 73 % de sa surface mais sont mis à mal par son modèle de développement, marqué par un étalement urbain ralenti mais toujours réel. Ses habitants y sont déjà fortement exposés aux dérèglements climatiques.

Pour faire face à ces enjeux de transition, la Métropole s'est dotée d'un programme de travail plaçant l'intensification au cœur et conduit le travail de façon partenariale avec la société civile organisée au sein de son Conseil de développement et les acteurs de terrain. C'est dans le prolongement de ces réflexions engagées par la Métropole que la plateforme posera la question des intensifications désirables et solidaires au sein de ce territoire pluriel, en prenant pour angle d'étude la fabrique ordinaire de la ville. L'enjeu sera de questionner, d'identifier et d'outiller les nouvelles modalités de développement dans une métropole offrant des potentialités d'intensification liées à son polycentrisme et à sa faible densité. L'enjeu sera de concilier sobriété foncière et énergétique, qualité du cadre de vie et réponse aux besoins sociaux. La question de l'intensification sera abordée dans sa double dimension : densification par bâti nouveau et meilleur usage du bâti existant.

Les trajectoires de l'intensification

La plateforme interrogera les attendus de l'intensification au regard de la trajectoire et des logiques de développement dans le temps long, en lien avec le changement de paradigme du développement connu



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Vincent FOUCHIER
Directeur Prospective et Conseil
de Développement, Aix-
Marseille Provence Métropole

Cindy GUILLEUX CONESSA
Chef de mission Stratégie et
prospective, direction
Prospective et Conseil de
développement, Aix-Marseille
Provence Métropole

ÉLUS RÉFÉRENTS

Pascal MONTECOT
Vice-président, maire de
Pélissanne

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Séverine BONNIN OLIVEIRA
Maîtresse de conférences en
Aménagement et Urbanisme,
l'Institut d'Urbanisme et
d'Aménagement Régional,
Aix-Marseille Université, LIEU,
référente POPSU

Hélène REIGNER
Professeure en aménagement
et urbanisme, l'Institut
d'Urbanisme et
d'Aménagement Régional,
Aix-Marseille Université, LIEU

Alexandra BIEHLER
Maîtresse de conférences Ville
et Territoires, École nationale
supérieure d'architecture de
Marseille, Project[s]

Jérôme DUBOIS
Professeur en aménagement et
urbanisme, l'Institut
d'Urbanisme et
d'Aménagement Régional,
Aix-Marseille Université, LIEU

Claire FONTICELLI
Maîtresse de conférences en
urbanisme et aménagement,
IUT Gestion Urbaine,
Aix-Marseille Université, LIEU

depuis le début des années 2000. Quelle intensification pour le territoire métropolitain ? Sous quelles formes, avec quels besoins et quelles contraintes ? Partant d'un travail de définition conceptuel, d'interpellation de la communauté des acteurs sur l'intensification et d'une capitalisation de la connaissance déjà produite, cet axe objectivera les processus d'intensification dans leur diversité et sur le temps long en mobilisant des méthodes mixtes.

Les « gisements » de l'intensification

Ce second axe identifiera les gisements potentiels destinés à accueillir les processus d'intensification dans une démarche de diagnostic orienté vers l'action. Des locaux vacants jusqu'aux écoles en passant par les friches, espaces délaissés, sous-utilisés ou minéralisés, espaces publics, toits, bureaux, quels sont les supports possibles de l'intensification ? À quelles conditions sont-ils mobilisables, et pour quels usages ? Quels arbitrages supposent-ils entre les différents usages et intensifications ? Quels sont les liens ces gisements ? Pour quelle contribution à la (re)création ou au renforcement des liens entre ville, périurbain et espaces naturels ?

Les blocages à la désirabilité de l'intensification

Cet axe mesurera les écarts entre les potentialités d'intensification et l'effectivité de leur mise en œuvre. L'objectif sera de parvenir à une compréhension des tensions et des difficultés pouvant conduire à des blocages, voire à des processus de dédensification. Nous faisons l'hypothèse que l'identification de ces freins permettra en miroir de dégager les leviers afin de rendre l'intensification plus désirable et porteuse de sens.

Vers de nouvelles démarches et processus d'intensifications

Dans une posture plus méthodologique, le dernier temps de l'analyse sera placé dans une logique d'accompagnement des processus d'intensifications et de démonstration d'autres modes de faire prenant mieux en compte les impacts sociaux et environnementaux des décisions d'aménagement. Sur la base des leviers identifiés, il s'agira d'explorer avec les acteurs les possibilités de transformation du territoire. Quels nouveaux modes de faire ensemble imaginer ? Qui faire participer et impliquer et de quelle manière ? Quels outils et processus mobiliser ?



LES VILLES DU BERRY

Un système territorial à réinventer autour des transitions sanitaires et environnementales

Le Berry est constitué pour ce programme en un système territorial composé de deux communautés d'agglomération (Bourges Plus et Châteauroux Métropole), de trois communautés de communes partagées entre le Cher (Cœur de France et Terres du Haut-Berry) et l'Indre (et Val de l'Indre Brenne) ainsi que du département de l'Indre. La plateforme interrogera la transition écologique sous ses pans sanitaire et environnemental. Parmi les déserts médicaux les plus vastes et les plus marqués de France, le Berry est aussi confronté au vieillissement de sa population et à une exposition grandissante aux épisodes de chaleur. La décision de créer conjointement en 2022 un Centre hospitalier universitaire (CHU) et d'ouvrir une faculté de médecine à Orléans, en supplément des équipements tourangeaux suscite de nouveaux espoirs.

La transition dans le Berry, est appréhendée via les questions d'accès aux soins et de formation mais aussi sur un plan environnemental, dans un souci de concevoir la santé de manière transversale. À travers l'enjeu de la qualité de vie et du mieux-être des habitants, la question de la planification urbaine sera adressée pour articuler les enjeux de cohésion sociale, de santé et d'environnement. La planification urbaine est ainsi mobilisée à des fins d'un urbanisme favorable à la santé, élargi à un projet territorial partagé entre les villes petites et moyennes berrichonnes.

Ce système territorial, rassemblant des intercommunalités rattachées à deux départements mais exposés à des évolutions démographiques, économiques, sanitaires et environnementales similaires, constitue un cadre de partages d'expériences, de réflexion collective et d'engagement commun dans des perspectives de solidarités nouvelles. Il est ici question d'actions inédites en matière de politiques publiques sanitaires, situées à l'interface entre des politiques d'aménagement, diligentées par l'État et la région Centre-Val de Loire, sous forme de politiques contractuelles, et les politiques d'urbanisme et de développement, menées par les intercommunalités.

Les axes de recherche retenus sont le fruit d'une co-production entre les chercheurs et partenaires locaux qui composent le système territorial du Berry, dans le



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Pierre-Alexandre COUF
DGA, Bourges Plus

Isabelle VERRIER
Directrice de l'Attractivité du territoire et du Développement économique, Châteauroux Métropole

Emilie AUBRUN
Chargée de mission Enseignement supérieur et recherche, Châteauroux Métropole

Caroline GAULTIER-PERRAT
DGS, Communauté de Communes Val de l'Indre Brenne

Jean-Claude CUVILLIER
Directeur général des services, Communauté de communes Cœur de France

Marie-Sophie PAUSÉ
Chargée de mission Développement durable, Communauté de communes Cœur de France

Manuel DECONINCK
Responsable service CIAS, Communauté de communes Terres du Haut Berry

ÉLUS RÉFÉRENTS

Gérard SANTOSUOSSO
Vice-président, Bourges Plus

Pascale BAVOUZET
Vice-présidente déléguée à la Santé, Châteauroux Métropole

Philippe SIMONET
Adjoint au maire délégué à la Santé, ville de Châteauroux

Jean-Yves HUGON
Vice-président Enseignement supérieur, Communauté de Communes Val de l'Indre Brenne

Frédérique MÉRIAudeau
Vice-présidente Santé, Conseil département de l'Indre

Clarisse DULUC
Vice-présidente Pôle santé, MSP et Désertification médicale, Communauté de communes Cœur de France

Christelle PETIT
Vice-présidente en charge du Social et Maire des Aix-d'Angillon, Communauté de communes Terres du Haut Berry

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Pierre ALLORANT
Professeur en histoire du droit, Université d'Orléans, CRJP, référent POPSU

Emilie CHARPENTIER
Maîtresse de conférences en droit public, Université d'Orléans, CRJP

Sylvain DOURNEL
Ingénieur de recherche en géographie et aménagement, Université d'Orléans, CRJP, coordinateur scientifique POPSU



but de transcrire et d'adapter les enjeux de la transition aux réalités démographiques, sanitaires et environnementales du territoire. Les thématiques reflètent un esprit de dialogue et de convergence entre, d'une part, la communauté scientifique aspirant à se saisir de la question de la santé dans sa transversalité et, d'autre part, les partenaires territoriaux, soucieux de répondre aux enjeux de la transition écologique, sous ses pans sanitaire et environnemental. Cette démarche croisée vise à insuffler au système territorial berrichon un élan en termes de mieux-être, d'accès aux soins et d'innovation territoriale.

Promouvoir un projet territorial favorable à la santé dans les villes du Berry

Mêlant planification, stratégie et animation urbaine, cet axe analysera les conditions d'émergence d'un projet territorial favorable à la santé dans les villes du Berry, se traduisant par la définition d'actions animées par le mieux-être des habitants, d'une part, en leur garantissant un environnement viable et résilient face au changement climatique, d'autre part, en développant la pratique d'activités physiques et sportives de proximité.

Promouvoir une politique de santé de proximité dans les villes du Berry

Focalisé sur l'accès aux soins, cet axe documentera à des fins d'action les contours d'une politique de santé de proximité dans les villes du Berry par l'adoption d'une démarche croisant *top down - bottom up*. Elle est traduite, d'une part, par la territorialisation du CHU, c'est-à-dire de quelle manière lier les villes du Berry à cet équipement face à une obligation de sobriété urbaine, et, d'autre part, par l'universitarisation des structures locales de santé, par la diversification d'une offre de formation de proximité.

Les villes du Berry, un système territorial à réinventer

Cet axe transversal mettra l'accent sur les villes petites et moyennes berrichonnes en tant que système territorial. Il appréhendera la coopération interterritoriale comme élément impulsant une redéfinition du concept de territoire. L'hypothèse est que la réinvention du système territorial des villes du Berry, autour des transitions sanitaires et environnementales, appelle à la fois le développement d'un mode de gouvernance partenarial et la valorisation de la maîtrise d'usage.



BORDEAUX MÉTROPOLE

Cultiver la transition : la Métropole au TAF (territoires, acteurs, filières)

À Bordeaux Métropole, la montée des impératifs écologiques observés dans la plupart des métropoles françaises et européennes se traduit par la reformulation de l'exigence en termes de cadre de vie d'une valorisation des « services écosystémiques » apportées par la nature. La coordination du développement urbain et de la préservation de la biodiversité constitue un défi pour les élus métropolitains et leurs maîtrises d'ouvrage et d'œuvre urbaines. Cela pose la question d'une (r)évolution des pratiques professionnelles pour favoriser l'émergence d'une production urbaine et écologique partagée.

C'est dans ce contexte que la plateforme de Bordeaux Métropole souhaite interroger l'articulation entre développement urbain et préservation de la biodiversité dans la métropole. Comment passe-t-on du récit de la « ville de pierre » et son ambition « millionnaire » à celui de la « ville végétale » dotée d'un plan « grandeur nature » ? Quelles transitions vers une production urbaine renaturée et bas carbone ? Pour quelles transformations des cultures professionnelles visant à rééquilibrer les territoires en faveur de la nature ?

La production urbaine à l'épreuve des nouveaux référentiels de l'urbanisation résiliente

Afin de questionner la manière dont on ne construit plus contre mais avec la nature, la plateforme investiguera les nouveaux référentiels de l'urbanisation résiliente et leurs traductions dans les représentations et les pratiques des acteurs de la construction et de l'aménagement. Comment l'expertise écologique s'articule et s'ajuste-t-elle aux savoir-faire techniques déjà-là ? L'enquête retracera l'histoire de la transformation des espaces et des formes urbaines dans leur rapport à la nature.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Stéphane CAZE
Adjoint au DG Aménagement,
Bordeaux Métropole

Jean-Yves MEUNIER
Responsable direction Territoire
d'avenir, Territoire en
coopération, Bordeaux
Métropole

Simon DU MOULIN
Directeur de l'Agence
d'urbanisme, A'urba

François COUGOULE
Chargé de mission, Agence
d'urbanisme, A'urba

ÉLUE RÉFÉRENTE

Claudine BICHET
Vice-président Climat,
transition énergétique, Santé,
Bordeaux Métropole

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Guillaume POUYANNE
Maître de conférences en
économie, Université de
Bordeaux, GREThA, co-référent
POPSU

Laura BROWN
Enseignante-chercheuse en
sociologie, ESPI, CED,
co-référente POPSU

Fabien REIX
Maître de conférences associé
en sciences sociales, ENSAP
Bordeaux, PAVE, co-référent
POPSU



Les opérateurs urbains et leurs cultures professionnelles en transition

Les acteurs mobilisés dans le projet d'« arc de développement durable » déployé à Bordeaux depuis deux décennies feront l'objet du questionnement afin de révéler la variété des cultures professionnelles. Comment l'engagement des promoteurs, bailleurs sociaux et aménageurs se traduit-il dans les relations entre maîtrises d'ouvrage publique et privée ? Quels sont leurs modes opératoires et leurs modèles de financement ? Quels nouveaux acteurs de la transition émergent à leur côté ? Le travail s'appuiera sur une enquête de terrain auprès des pionniers de la transition et des acteurs de la fabrique urbaine. Enfin, les modes de se représenter la place et la forme de la nature dans des projets (contraintes ou opportunités) seront analysés afin de mieux saisir les cultures et l'organisation de ces mondes professionnels.

De la planification écologique à son opérationnalisation : un co-apprentissage

Les écologues et urbanistes travaillent depuis longtemps sur et avec Bordeaux Métropole sur les enjeux liés à la préservation de biodiversité. Il s'agira de faire

dialoguer ici le champ de l'écologie et de la programmation urbaine pour instruire la manière dont la connaissance écologique se traduit dans l'action, à toutes les échelles. Comment l'opérationnalisation des politiques urbaines participe-t-elle à la consolidation d'un continuum écologique dans la mise en œuvre des opérations d'aménagement ?

Des outils d'évaluation de la transition : le Bilan Carbone Territorialisé (BCT) de Bordeaux Métropole

Considérant que le bilan carbone est indispensable à la transition écologique, parce qu'il constitue un outil de diagnostic territorial dans un environnement incertain, la plateforme se dotera d'une « datask force » pour résoudre les problèmes de précision et d'hétérogénéité des données produites. L'enjeu sera double : améliorer l'estimation du bilan carbone, comme outil de mesure, d'une part, et territorialiser ce bilan en le déclinant à l'échelle des différents quartiers et communes de la Métropole, d'autre part.



BREST MÉTROPOLE

La métropole-écosystème :

Le projet stratégique urbain brestois pour explorer la manière d'habiter ensemble le territoire en 2050

Brest, point d'ancrage de la Bretagne occidentale, a obtenu avec son intercommunalité en janvier 2015 le statut de Métropole qui lui reconnaît ses fonctions stratégiques et supra-territoriales. Plus petite métropole de France (211 000 habitants), elle dispose de l'administration la plus intégrée. Sa taille et sa situation péninsulaire ont stimulé les coopérations et la solidarité interterritoriale, ce qui lui permet de mettre en œuvre un développement maîtrisé et de préserver son cadre de vie. Métropole spécifique, capitale océane, lieu de démarches innovantes et d'expérimentation, Brest échappe-t-elle aux travers de grandes villes pour contenir les inégalités sociales et territoriales ?

À l'heure des grandes transitions socio-écologiques dont les effets de saturation à venir menacent la qualité de vie, la plateforme ambitionne de mener une analyse étroite des transformations des enjeux et des évolutions des politiques urbaines et territoriales en prenant pour objet le projet stratégique urbain de la Métropole comprenant la révision de son Plan local d'urbanisme (PLU) dit « facteur 4 » car comprenant outre le PLU, son plan de mobilité, son programme local de l'habitat et son Plan Climat air-énergie. L'objectif est de dessiner le cadre du développement urbain et humain à l'horizon 2040-2050 en respectant la justice sociale et la prise en compte des habitants et des écosystèmes et interrogeant les lieux qui rassemblent, les temps qui rythment, les personnes physiques et morales qui habitent, et les liens qui rassemblent dans un environnement caractérisé par sa maritimité.

Une métropole du vivre ensemble

Comment mettre les questions d'équité et de justice sociale au cœur du projet de planification stratégique ? Comment y requalifier les questions d'équité et de justice sociale ? Comment ces questions participent-elles du débat local et comment peuvent-elles être éclairées par des mesures objectivées et partagées ?



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Yannick LUCEA
*Chargé de mission Stratégies et
Prospectives, Brest Métropole*

Yves CLEACH
*Directeur de l'Agence
d'urbanisme, ADEUPa*

ÉLUE RÉFÉRENTE

**Frédérique BONNARD
LE FLOCH**
*Vice-présidente Coopérations
territoriales, Brest Métropole*

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Lionel PRIGENT
*Professeur en aménagement et
urbanisme, Université de
Bretagne Occidentale,
Géoarchitecture, référent
POPSU*

Brest
MÉTROPOLE & VILLE

UBO | **Faculté
des Sciences
& Techniques**
Université de Bretagne Occidentale

ADEUPa
BREST • BRETAGNE

Une métropole de l'échange collectif

Comment intégrer la participation des habitants et de l'ensemble des acteurs qui font la ville, en s'appuyant sur le tissu associatif, entrepreneurial et professionnel existant, tout en s'hybridant des vertus du dialogue participatif pour concevoir le projet urbain, mais aussi le mettre en œuvre ?

Une métropole du « bon temps »

La fabrication de la ville intègre les dimensions temporelles (existant et futur) qui doivent s'articuler dans une lecture cohérente pour tous les habitants. Par ailleurs, d'autres temporalités apparaissent à travers l'enjeu du « bon » temps et qui se traduit dans la planification stratégique, mais aussi dans les temps du quotidien (usages, besoins) et celui des projets (afin que les opérations d'urbanisme sortent à temps).

Une capitale des océans

À Brest, le défi des transitions se pense et s'inscrit dans un environnement maritime. Les questions de sobriété et de souveraineté (énergétiques, numériques, en eau, alimentaires...) concernent certes tous les territoires

mais sont exacerbées ici par le contexte péninsulaire de l'Ouest breton. Dans le cadre du projet stratégique urbain, quelle place pour la rade de Brest, son littoral, ses ressources maritimes ? Comment la maritimité peut-elle être source d'une économie bleue durable ?



VILLE DE CAEN

Faire territoire autour de la sobriété énergétique

Pour lutter contre le réchauffement climatique, la ville de Caen s'est fixée une ambitieuse trajectoire d'atténuation et d'adaptation du territoire dans les besoins fondamentaux de l'environnement du quotidien (se nourrir, se loger, se déplacer, accéder à l'éducation et la culture). Quelles sont les conditions de la mutation graduelle de la ville pour qu'elle prenne toute sa part dans la réduction de l'empreinte carbone ?

La crise énergétique doublée de la neutralité carbone à l'horizon 2050 a mené les consommateurs français à devoir réduire fortement leur consommation énergétique voire même à faire évoluer leur mode de vie. La question de la plateforme portera donc sur l'accompagnement de ce changement social, nommée transition, en partant du citoyen. L'observation de cette transition au plus près fournira des indications sur les leviers qui pourront être actionnés à court et moyen terme.

Travailler à l'échelle des communautés d'utilisateurs dans différentes configurations juridiques

Conduit en collaboration avec le bailleur Caen La Mer Habitat (CLMH) et sur plusieurs sites, cet axe reposera sur des expérimentations et enquêtes sur les usages afin de constituer des ressources pour la définition des futurs programmes de réhabilitations énergétiques. Il comparera dans différentes opérations, le poids des charges d'énergie pour les ménages en fonction des usages des logements.



RÉFÉRENTES TECHNIQUES

Nathalie MONTIGNÉ
*Chargée de mission Transition
écologique, ville de Caen*

Vanida ALLAIN
*Directrice de la Transition
écologique, Caen la Mer*

ÉLU RÉFÉRENT

Nicolas ESCACH
*Adjoint Ville durable, ville de
Caen*

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Frédéric LEMARCHAND
*Professeur de sociologie,
Université de Caen Normandie,
CERRECV, référent POPSU*

Arnaud MORANGE
*Maître de conférences en
sociologie, Institut régional du
travail social, Caen*

Louis LASNON
*Ingénieur d'études en
sociologie, Université de Caen
Normandie, CERREV,
coordinateur scientifique*



Suivre le déploiement d'un équipement photovoltaïque en autoconsommation collective étendue, avec participation financière citoyenne

L'enjeu est d'impliquer une pluralité d'acteurs : Enercoop, la SCIC Plaine Sud, le réseau ECLURE, l'association Vent d'Ouest. Il s'agira d'impliquer les enfants, l'équipe administrative et enseignante de l'école autour d'un projet pédagogique sur l'énergie, de mobiliser les familles et les partenaires du groupe scolaire et du centre d'animation.

La sobriété des déplacements et son incidence sur la consommation énergétique dans les quartiers Calvaire Saint-Pierre et Pierre-Heuzé

L'arrivée du périphérique cyclable dans cette zone est l'occasion d'une réflexion sur les mobilités étudiantes à partir du diagnostic réalisé par l'université et d'une réflexion sur le design actif.

Un projet connexe « Mon habitat low tech pour tous les budgets » porté par l'association Vent d'Ouest et le centre de recherche risques et vulnérabilités (CERREV) s'associent à POPSU pour proposer la création d'un

projet de recherche-action participative sur les solutions Low-tech dans l'habitat, dont les principaux objectifs sont :

1. Renforcer le pouvoir d'agir des habitants, en les dotant des outils réflexifs et techniques pour trouver des solutions alternatives dans leur habitat et lutter contre la précarité énergétique ;
2. Documenter et partager les résultats de ces expérimentations locales pour permettre de les répliquer ailleurs et par d'autres.



CLERMONT AUVERGNE METROPOLE

Des politiques culturelles pour recomposer nos territoires de vie

Face aux crises récentes subies par le secteur culturel, l'enjeu des politiques culturelles est de pérenniser leurs missions et parer aux fragilités, en s'inscrivant dans une logique de sobriété et de diminution des empreintes environnementales qui leur sont associées. L'accroissement des vulnérabilités territoriales concernant l'ensemble de nos modes de vie et régimes d'habitation les contraint à s'adapter, se transformer et se réinventer.

Dans ce contexte, la plateforme clermontoise interrogera la manière dont les politiques culturelles sont repensées pour contribuer à œuvrer durablement et directement à la réorientation écologique des territoires afin d'assurer leur habitabilité.

L'hypothèse principale est que la réorientation écologique des territoires oblige à réinterroger le rapport nature-culture. En considérant qu'il s'agira moins demain d'« habiter entre humains dans la nature » que de « co-habiter avec une multitude d'entités vivantes » qui composent nos espaces vie, la plateforme interrogera la manière dont les politiques culturelles et approches artistiques déplacent le rapport nature-culture, élargissent le champs relationnel entre les humains et le vivant, inventent des diplomaties spécifiques, tissent de nouveaux liens et instaurent des régimes d'attention moins destructeurs. Pour tester cette hypothèse, trois axes d'investigation sont envisagés.

Comment certaines politiques culturelles territoriales contribuent au renouvellement du rapport des humains à l'environnement et au vivant ?

La plateforme interrogea la manière dont les politiques culturelles œuvrent à la « culture d'un territoire » définie d'un point de vue anthropologique :



RÉFÉRENT TECHNIQUE

Stéphane CORDOBES
Directeur de l'agence
d'urbanisme, AUCM

ÉLU RÉFÉRENT

Grégory BERNARD
Adjoint urbanisme, ville de
Clermont Ferrand, président de
l'Agence d'urbanisme

RÉFÉRENT SCIENTIFIQUE

Laurent LELLI
AgroParisTech, UMR Territoires,
référente POPSU

+ clermont
auvergne
métropole

UNIVERSITÉ
Clermont
auvergne

ensa
CLERMONT-FERRAND

AgroParisTech

au(m)
AGENCE
D'URBANISME
CLERMONT
HAUSP CENTRAL

comment elles la façonnent, la fertilisent, la sédimentent, la sensibilisent, l'animent la lient, la désinent... Elle s'intéressera aux politiques culturelles qui s'inscrivent dans des stratégie de sensibilisation à et de préservation de l'environnement pour évaluer la manière dont celles-ci esquissent un autre rapport de leurs « usagers » au vivant, en renouvelant les codes et les normes, élargissant les formes de gouvernance et de pilotage, les régimes de relation et de cohabitation, les imaginaires et les attachements.

Comment les acteurs culturels, en particulier les artistes, concilient leur liberté créatrice avec l'enjeu de réorientation écologique des territoires ?

La réorientation écologique des territoires, devenue enjeu culturel, renvoie aux registres des représentations, des émotions, des imaginaires, des récits, de la sensibilité, donc à ceux qui contribuent à les façonner. Comment les artistes et les acteurs culturels parviennent-ils à concilier leur liberté de création avec l'enjeu de réorientation écologique des territoires ? La plateforme s'intéressera à ceux qui, par leurs œuvres, leur esthétique, leurs protocoles de travail, leur déontologie, manifestent une implication dans la réorientation écologique des territoires, pour envisager

leurs contribution à l'enjeu d'écologisation de nos modes d'habiter et d'élargissement de notre rapport au vivant.

Comment fabriquer des politiques culturelles qui contribuent à la réorientation écologique des territoires ?

La question appelle un double enjeu de recherche : celui d'inscrire, d'abord, les conditions d'un récit alternatif pour les politiques culturelles, pensées aussi comme une manière différente de faire projet territorial ; celui, ensuite, d'un développement de nouvelles postures dans la construction des politiques culturelles, en suscitant l'appropriation de démarches nouvelles de médiation et d'implication citoyenne. La fabrique de politiques culturelles irriguant la réflexion sur l'habitabilité des territoires par la réorientation écologique ne va pas de soi. Elle oblige à construire des dispositifs d'interactions et d'actions qui permettent de créer des liens pour favoriser les pas de côté et autoriser l'ouverture à des dispositifs d'enquête des processus à l'œuvre. Le recours à l'expérimentation, l'enquête, la réflexivité ou la médiation sont des ressorts qui permettront d'analyser la capacité d'appropriation de ce cadre d'analyse des politiques culturelles comme élément de recomposition des territoires.



DIJON MÉTROPOLÉ

Comprendre et animer la circularité entre modes de vie et politiques publiques

Les politiques écologiques et sociales mises en œuvre par la métropole dijonnaise depuis 20 ans, ont visé l'amortissement des chocs climatiques. Afin de renforcer les ambitions en la matière, Dijon Métropole et la ville ont mis en place une nouvelle direction générale déléguée à la transition climatique. Par ailleurs, la mise en place d'un nouveau PCAET a permis le renforcement de deux dimensions : l'alimentation durable et la préservation de la biodiversité.

La problématique centrale de la plateforme sera de questionner le dialogue entre l'évolution des politiques publiques, d'une part, et l'évolution des modes de vie, d'autre part. L'hypothèse est que la circularité entre ces deux domaines contribue à une mise en œuvre efficace des politiques métropolitaines de transition.

Saisir les transitions dans l'ordinaire de la vie urbaine : jardiner, recycler, marcher, pédaler...

Ce premier axe empruntera l'entrée de l'écologie ordinaire et du quotidien pour questionner la place et le rôle de l'intervention sociale selon l'objectif de l'émergence d'une ingénierie des transitions socio-écologiques. Comment les relations entre habitants, entreprises et collectivités publiques s'organisent et contribuent à renouveler les articulations entre initiatives de la société civile et politiques publiques ? Dans cette perspective, cet axe se concentrera sur l'écriture pour que les habitants racontent leur rapport au quartier et ainsi les aide à mieux se représenter les transitions à venir. Enfin dans le but de développer les modes actifs, un travail de mesure et de cartographie de la marchabilité en ville en lien avec l'environnement urbain et les initiatives politiques sera effectué.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Fabrice CHATEL
DG délégué à la Transition,
Dijon Métropole

Anne VOLATIER
Pôle Urbanisme, mission
Observatoire et Prospective,
Dijon Métropole

ÉLUS RÉFÉRENTS

Pierre PRIBETICH
Vice-président Urbanisme et
Amenagement, Dijon
Métropole

Denis HAMEAU
Conseiller ESR, Dijon Métropole

Jean-François DODET
Vice-président Biodiversité,
Dijon Métropole

Philippe LEMANCEAU
Vice-président, Transition
alimentaire, Dijon Métropole

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Hervé MARCHAL
Professeur de sociologie,
Université de Bourgogne, LIR3S,
réfèrent POPSU

Sonja KELLENBERGER
Chercheuse associée en
éthnologie, IRITES, Université de
Bourgogne, LIR3S

Henri GARRIC
Professeur de littérature,
Université de Bourgogne, CPTC

Julie FEN-CHONG
Maîtresse de conférences en
géographie, Université de
Bourgogne, ThéMA

Bruno FAIVRE
Professeur en écologie,
Université de Bourgogne, EPHE

Alain CHEVENEZ
Maître de conférences en socio-
anthropologie, Université de
Bourgogne, LIR3S



Mesurer les transitions dans les lieux d'habitat : biodiversité, mobilités et aspirations résidentielles

Ce second temps s'attachera à identifier les aspirations écologiques des habitants des zones pavillonnaires, soit aussi à sensibiliser à la complexité des transitions à opérer dans un jeu métropolitain pluriel, multidimensionnel et interactionnel. Les transitions dans les lieux d'habitat seront aussi saisies par la biodiversité, et dans cet axe précisément par une étude de l'influence de l'urbanisation sur les oiseaux, sur la base d'un dispositif de nichoirs déployé sur du foncier public et des jardins attenants à des pavillons. Les familles qui y vivent, impliquées dans une recherche participative, feront l'objet d'observations croisées entre écologues et sociologues. Outre l'étude de l'influence de l'urbanisation sur la population des mésanges, il s'agira de considérer le rapport aux mésanges comme un analyseur plus global du rapport de ces habitants à la nature et à sa gestion/conservation.

Mesurer le rôle et l'impact des lieux culturels dans les transitions

Cet axe aura pour objectif d'analyser comment les lieux culturels situés dans des spatialités différentes (urbaines et périurbaines) prennent en compte les nouvelles orientations d'utilité écologique ou sociale, et comment ces dernières influent sur leurs pratiques, l'organisation et l'offre dans les métropoles. Cette analyse vise également à inventorier ce qui change aujourd'hui dans la conception et la mise en œuvre des lieux culturels choisis pour leur dimension emblématique.



COMMUNAUTÉ URBAINE DE DUNKERQUE

Faire de la société civile un moteur de la résilience hydrique du territoire : se doter d'une ambition prospective partagée sur le rapport à l'eau sur un territoire de polder

Territoire littoral et portuaire, le Dunkerquois est en première ligne face aux dérèglements climatiques. Au cœur de ce défi, l'enjeu de l'eau est omniprésent et stratégique et se pose notamment en matière de consommation en eau des activités industrielles et agricoles. Le Dunkerquois est aussi un territoire en pleine mutation, support d'une nouvelle filière industrielle de production de batteries électriques et de production d'hydrogène, qui accompagne la transition nationale vers une énergie décarbonée. Dans le domaine de la gouvernance de l'eau, assurer une bonne coordination des positions et des politiques publiques aux différentes échelles est crucial pour garantir l'équilibre du cycle de l'eau sur le territoire mais aussi dans les bassins versants proches en France et en Belgique. Les prémices ont été posées avec la création d'un Comité de l'eau pluri-partenaires.

La plateforme abordera le sujet de la résilience hydrique du territoire dans une approche prospective et intégrée. L'enjeu est de faire de la société civile un moteur de cette démarche de résilience et d'ancrer le territoire dans une trajectoire d'anticipation et d'adaptation.

La compréhension des enjeux par la société civile

La compréhension et au-delà l'appropriation et l'adhésion des citoyens et de la société civile aux changements de paradigme sur l'eau constituent un défi crucial. Identifier les verrous et les leviers à activer pour cette compréhension est un enjeu majeur pour la résilience du territoire que cette recherche action s'efforcera de décrypter et pour lesquels des propositions stratégiques sont attendues. Cet axe s'appuie sur trois actions :

1. Une comparaison internationale des politiques publiques afin d'identifier et caractériser la réception des solutions favorables à la résilience des eaux urbaines par la société civile.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Fanny WATTEBLED
DGA Relations et Appui aux Commune, Communauté urbaine de Dunkerque

Sylvie DELATTE
Direction Développement territorial et Partenariats, Communauté urbaine de Dunkerque

Fanny SERRET
Directrice adjointe Cycle de l'Eau, Communauté urbaine de Dunkerque

Franck MERELLE
Directeur de l'agence d'urbanisme, AGUR

ÉLUS RÉFÉRENTS

Bertrand RINGOT
Vice-président Politique de l'eau, Assainissement et GEMAPI, Communauté urbaine de Dunkerque

Marjorie ELOY
Conseillère déléguée à l'Eau et la Plaisance, Communauté urbaine de Dunkerque

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Séverine FRÈRE
Professeure en aménagement et urbanisme, Université du Littoral Côte d'Opale, TVES, référente POPSU

Helga-Jane SCARWELL
Professeure en aménagement et urbanisme, Université de Lille, TVES

Christophe DEMAZIERE
Professeur en aménagement et urbanisme, Université de Lille, TVES

Divya LEDUCQ
Professeure de géographie, Université de Lille, TVES



2. Une enquête qualitative sur la perception de l'évolution de la tarification de l'eau et la co-construction d'une stratégie de sensibilisation de la population aux enjeux de l'eau.

3. Une thèse CIFRE accueillie à l'AGUR dont l'objectif est de mener une enquête sociologique sur la perception et l'acceptabilité des politiques publiques de l'eau en lien avec l'adaptation au changement climatique.

La qualité des eaux de baignade

La coordination des politiques publiques nécessite aussi des solidarités amont/aval entre la façade littorale et les territoires rétro-littoraux puisque toutes activités et ouvrages réalisés à l'amont exercent une influence sur l'aval et réciproquement. La qualité des eaux de baignade dépend de cette solidarité. Face aux enjeux touristiques, dans le cadre d'une labellisation en cours (Grand Site de France) et fort de l'attention particulière que la population porte sur l'accès à son littoral, la plateforme documentera la compréhension des phénomènes de pollutions inexpliquées des eaux de baignade. Cet axe s'appuie sur deux actions :

1. Une approche chimique et microbiologique étudiera les sources et dynamique de contamination bactériologique de l'eau.

2. Une enquête de perception de la qualité des eaux de baignade par les habitants viendra compléter les travaux.



GRAND PARIS

Explorer les conditions d'une transition écologique métropolitaine

Au côté des enjeux de planification stratégique, le projet politique du Grand Paris intègre des objectifs d'amélioration du quotidien et de résorption des inégalités territoriales, sociales, environnementales à l'échelle métropolitaine. La métropole du Grand Paris s'attache à comprendre les caractéristiques urbaines et sociales de son territoire. Ce territoire est à la fois singulier, dense et productif, ancré au cœur de la région capitale. Il présente une diversité de situations urbaines et territoriales, de paysages, de patrimoines et d'acteurs. En s'impliquant dans ce programme, la Métropole du Grand Paris se projette, huit ans après sa création, dans une réflexion prospective concernant la mise en œuvre de ses compétences. Elle souhaite ainsi enrichir ses orientations.

La question de la transition écologique se pose avec encore plus de force dans les espaces métropolisés, souvent considérés comme l'incarnation physique, matérielle et spatiale, d'une économie globalisée, productive et consumériste. La thèse selon laquelle la transition écologique passerait par une dé-métropolisation monte en puissance, aussi bien chez les politiques que dans la sphère académique. En ce sens, les métropoles seraient par essence dans l'incapacité de répondre aux exigences de la transition écologique et ainsi systématiquement disqualifiées.

Le pari que fait la plateforme grand-parisienne de *POPSU* est de poser directement cette question problématique des liens entre transition écologique et trajectoires métropolitaines.

Le projet du Grand Paris, initié par l'État entre 2007 et 2009, avait pour objectif de renforcer la place de la région-capitale en tant que ville-monde (logique verticale). Le projet initial de création de clusters économiques spécialisés reliés par le métro en rocade a vite évolué pour intégrer des objectifs d'amélioration du quotidien et de résorption des inégalités territoriales, sociales ou environnementales à l'échelle métropolitaine voire régionale (logique horizontale).



RÉFÉRENT TECHNIQUE

Fabrice PEIGNEY
Directeur de la Stratégie et de la Prospective, Métropole du Grand Paris

ÉLU RÉFÉRENT

Daniel GEORGES COURTOIS
Délégué aux Coopérations territoriales, Métropole du Grand Paris

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Danièle BÉHAR
Professeur émérite en urbanisme, École d'urbanisme de Paris, Chaire Aménager le Grand Paris, référent POPSU

Julien ALDHUY
Maître de conférences en aménagement et urbanisme, École d'urbanisme de Paris, Lab'Urba

Claire ARAGAU
Maîtresse de conférences en aménagement et urbanisme, École d'urbanisme de Paris, Lab'Urba

Hélène DANG VU
Maîtresse de conférences en aménagement et urbanisme, École d'urbanisme de Paris, Lab'Urba

Léa DONGUY
Chargée d'animation scientifique POPSU Grand Paris



CHAIRE
AMÉNAGER
le GRAND
PARIS

Une quinzaine d'années plus tard, la donne a radicalement changé, tant du point de vue des dynamiques territoriales métropolitaines que des enjeux pour l'action publique. C'est une transition globale du régime de métropolisation qui est à l'œuvre aujourd'hui. Après le cycle de la métropolisation triomphante, incarnée par le projet initial, nous vivons aujourd'hui celui de la métropolisation discutée, voire contestée sur tous les plans : désaffection résidentielle, critique d'inefficacité économique et d'incapacité à garantir la résilience face aux crises environnementales et climatiques, etc.

Une nouvelle forme de métropolisation se dessine, sur la base de laquelle reposerait une forme de transition écologique. Elle se décline autour de trois thématiques que le *POPSU Grand Paris* se propose d'étudier :

Modes de vie métropolitains

Ce premier axe se concentre sur la capacité de la métropole à pourvoir les besoins essentiels : se loger, se nourrir, se déplacer pour des travailleurs qui font fonctionner la métropole. Il questionne la recomposition des modes de vie en archipel et les dimensions sociales qui y sont attachées, ainsi que le potentiel de transition qu'ils représentent.

Production urbaine et sobriété

Ce deuxième axe interroge le passage d'une conception polycentrique de la métropole, marquée par une tension entre étalement et polarisation, à une conception qui s'appuie sur l'idée d'une densification généralisée des zones denses. Ce glissement correspond ainsi à l'idée largement répandue d'une métropole aux vertus écologiques du fait de sa densité et de son corollaire, la sobriété. L'enjeu de cet axe est d'interroger les conditions de la transition écologique dans un contexte de double singularité francilienne : une densification déjà en cours et un impératif de production urbaine massif.

Fonctions métropolitaines

Cet axe s'attache à étudier le glissement d'une pensée des espaces métropolisés comme incarnation locale de fonctionnements globaux vers une conception plus territorialisée de la métropole qui s'appuie sur des interdépendances multiscales (ressources, production) questionnant la possibilité même d'une autosuffisance et d'une souveraineté métropolitaine. L'enjeu de cet axe est d'étudier la recomposition des fonctions métropolitaines.



GRENOBLE-ALPES METROPOLE

Retrouver les voi(es)x de l'eau

Les paysages grenoblois de l'eau demeurent aujourd'hui très largement façonnés par les corps d'ingénieurs, les industriels et énergéticiens et dans une moindre mesure par les collectivités locales et les services de l'État, soucieux de maîtriser les aléas en milieux urbanisés. Toutefois, des mouvements concomitants viennent bousculer cette mécanique experte, et témoignent tant d'un inflexionnement des modes de conception de l'interface ville/eau en faveur de l'usage et de l'urbanité, que d'un élargissement des sphères de la gouvernance urbaine à des pans organisés de la société civile. Ce faisceau de signaux faibles augure-t-il une bifurcation territoriale vers une fabrique écologique et paysagère des espaces habités ?

Sur le territoire Grenoblois, l'eau est à la fois partout et nulle part. À la culture du risque initiée par l'ingénierie militaire et civile, s'est ajoutée celle de la valorisation productive. Mais le dérèglement climatique vient perturber cette équation. Alors comment combiner culture du risque, production du cadre de vie et valorisation de la ressource en vue de « mieux » vivre avec l'eau ? À l'heure des changements globaux et de l'occurrence des épisodes de pénurie et de sécheresse, la plateforme observera les projets et stratégies visant à « retrouver les voi(es)x de l'eau » à travers les modalités de son partage, de sa mise en visibilité et de son dess(e)in, tout en traçant les possibles « sentiers » d'une transition grenobloise vers le monde (urbain) de demain.

Entendre les voix de l'eau. Partage, conflits et gouvernance d'un bien commun en tension

L'eau est aujourd'hui au cœur de bon nombre de controverses pour le devenir de la métropole grenobloise et de ses territoires voisins. L'analyse de l'irruption dans le débat public de l'enjeu du partage de l'eau posera plus globalement la question de sa gouvernance « entre gestion publique et solidarité métropolitaine ».



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Hélène CLOT
Mission Stratégie et Innovation
publique, Grenoble Alpes
Métropole

Clément FROSSARD
Chargé de mission Prospective,
Grenoble Alpes Métropole

Frédéric PONTOIRE
Directeur de l'Agence
d'urbanisme, AURC

ÉLU RÉFÉRENT

Ludovic BUSTOS
Stratégie foncière, Urbanisme,
PLUi, Grenoble Alpes Métropole

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Charles AMBROSINO
Professeur en aménagement et
urbanisme, Université Grenoble
Alpes, PACTE, référent POPSU

**Marjolaine GROS-
BALTHAZARD**
Maîtresse de conférences en
aménagement et urbanisme,
Université Grenoble Alpes,
PACTE

Nicolas TIXIER
Professeur en architecture,
École nationale supérieure
d'architecture de Grenoble,
CRESSON



Retrouver les voies de l'eau. Révélation sensible, écologique et paysagère des infrastructures hydrauliques et bleues

Si la bonne gestion de l'eau a toujours constitué à Grenoble un sujet dans le débat public, la question de sa présence physique, de la continuité de sa trame ou de sa capacité à faire espace public reste très largement tributaire d'une ingénierie souterraine, reléguant trop souvent l'enjeu de sa révélation sensible, écologique et paysagère au second plan. Or c'est paradoxalement sur ce point que se jouera demain l'habitabilité de la cuvette grenobloise.

L'eau comme dess(e)in. Réarticuler ville et territoire ou l'hypothèse biorégionaliste

L'eau dessine, compose et modifie l'espace. En tant qu'élément liquide, elle a le potentiel d'articuler sols et sous-sols, de structurer les territoires par un jeu d'interdépendances, de liens physiques et de continuités et ce à différentes échelles spatiales. Ce troisième et dernier axe se veut prospectif et complémentaire des deux premiers. Postulant l'échelle des bassins-versants comme cadres interprétatifs et opérants de la capacité de l'eau à faire territoire, les travaux ici engagés veilleront

à croiser sciences du paysage, du vivant et du territoire avec pour intention de forger des visions spatialisées des possibles récits de la transition grenobloise à l'heure des changements globaux.



MÉTROPOLE EUROPÉENNE DE LILLE

Métropole jeune, agricole et au carrefour de l'Europe en transitions : enjeux sociaux, alimentaires et de mobilité

Les métropoles et en particulier celle de Lille sont des espaces de circulation de personnes, de biens et de mobilités. Ces circulations ont des impacts sur la soutenabilité des systèmes métropolitains, d'autant plus qu'elles se sont longtemps construites dans l'indifférence des caractéristiques des lieux et des territoires qu'elles traversaient. La métropole lilloise dans son équation entre transition socio-écologique, justice spatiale, transformation de l'action publique et morphologies territoriales est confrontée à trois défis spécifiques : agricole et alimentaire (l'une des métropoles les plus agricoles de France mais exportant l'essentiel de ses productions), géographique (métropole polycentrique XXL traversée par de larges circulations), et sociale (métropole la plus jeune de France et l'une des plus ségréguées).

Ces défis engagent la nécessaire adaptation des politiques et compétences métropolitaines qui reposaient autrefois sur une logique équipementière et qui doivent désormais être plus proches des usages et des pratiques habitantes. La plateforme investira ces enjeux afin d'accompagner la Métropole dans sa recherche de réorientation des investissements vers plus de justice environnementale et sociale, et d'identification des leviers et politiques sobres, ainsi que de nouvelles formes de responsabilités métropolitaines, plus partenariales et visant à mieux connaître et comprendre les populations bénéficiaires et prioritaires.

Systèmes alimentaires et relations interterritoriales. Quelles capacités de transformation et de durabilité pour la Métropole ?

En dépit de la succession de nouvelles politiques publiques stratégiques qui ont renouvelé le sens de la gouvernance alimentaire, le contexte actuel de crises amplifie l'acuité des questions de durabilité face à un système alimentaire métropolitain peu soutenable et fragile. La recherche éclairera les mutations possibles en soulevant les tensions de la production à la consommation en passant par les pratiques d'approvisionnement et de transformation. L'enjeu est de mieux



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Simon JODOGNE
Directeur adjoint Gouvernance,
Métropole européenne de Lille

Colas CASTAING GARROS
Chargé de mission
Gouvernance territoriale,
Métropole européenne de Lille

ÉLUE RÉFÉRENTE

Hélène MOENECLAËY
Vice-présidente Gouvernance,
Territoires et Métropole
citoyenne, Métropole
européenne de Lille

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Marc DUMONT
Professeur en urbanisme et
aménagement, Université de
Lille, TVES, référent POPSU

Bénédicte GROSJEAN
Professeure en architecture,
École nationale supérieure
d'architecture et du paysage de
Lille, LACTH

Élodie CASTEX
Professeure en urbanisme et
aménagement de l'espace,
Université de Lille, TVES

Sylvie DELMER
Maîtresse de conférences en
géographie, Université de Lille,
TVES

Sabrina SEMACHE
Maîtresse de conférences en
sciences de gestion, Université
du Littoral, TVES

Pauline BOSREDON
Maîtresse de conférences en
aménagement et urbanisme,
Université de Lille, TVES

Victoria SACHSE
MetroForum, Université de Lille,
TVES, coordinatrice scientifique



évaluer de façon quantitative les potentiels d'inflexion du système alimentaire métropolitain actuel, les types de scénario, et les leviers d'action.

Vers la métropole décarbonée. Politique des usages : adaptations des comportements dans la mobilité du quotidien

Malgré le renforcement d'une offre de transport collective abondante, les transformations des comportements dans les mobilités du quotidien peinent à se confirmer. À partir d'une analyse de la distorsion entre le renforcement d'une politique des usages de mobilité et réalités des pratiques de déplacement, cet axe étudiera les conditions d'une adaptation des comportements liés aux mobilités quotidiennes en développant de nouvelles politiques des usages pour des déplacements plus vertueux.

Jeunesses, fragilités et transitions : la Métropole au défi de la justice spatiale

La connaissance des jeunesses du territoire métropolitain reste récente et fragmentaire, autant que les politiques publiques en maturation qui leur sont destinées. L'analyse portera donc ici sur la révélation

de la diversité spatiale des populations jeunes et de leurs pratiques au regard de leur inscription dans les territoires de la Métropole. Cet état des lieux devrait permettre ensuite d'éclairer les stratégies métropolitaines dédiées aux jeunes, dans l'optique d'une mise en œuvre plus adaptée aux réalités des usages et besoins de ce public divers. L'enjeu portera ensuite sur l'identification de possibles transitions dans les politiques publiques métropolitaines dédiées aux jeunes et, ce faisant, sur les conditions de mise en œuvre de l'accélération d'une justice spatiale à l'échelle de la Métropole.



GRAND LYON

Les reconversions métropolitaines

Pour cette nouvelle participation du Grand Lyon aux programmes *POPSU*, la plateforme emprunte le chemin des reconversions. Au travers du recyclage des fonciers déjà urbanisés, de la rénovation des bâtiments existants, de la redynamisation des centres anciens ou encore au travers de la requalification des zones d'activités et des zones commerciales, la reconversion des espaces métropolitains est en effet au cœur de la transition. Elle concerne aussi bien l'environnement urbain bâti que les espaces non bâtis, dont il s'agit d'améliorer la biodiversité, les capacités vivrières ou la couverture végétale.

La problématique générale de la plateforme lyonnaise porte sur l'idée de « reconversion », comprise non pas dans son sens habituel mais mobilisée pour traiter des réponses à la crise du climat, dans le sens d'une « transformation des activités d'un territoire en vue de son adaptation à un nouvel environnement ». Le qualificatif « métropolitaines » est quant à lui entendu au sens géographique et fonctionnel du terme, renvoyant à des territoires larges en vue d'intégrer la question périurbaine.

La plateforme a été lancée le 18 octobre 2023 avec une journée d'échange sur la biorégion et les usages opérationnels de cette notion. Le programme de travail s'articule autour de quatre axes.

La régénération des zones d'activité

Depuis les années 2000, la transformation des zones d'activités (ZA) et des zones d'activité économiques (ZAE) périurbaines constitue un axe de réflexion et de réalisation majeur dans les politiques d'aménagement. Cependant, leurs mutations et restructurations restent peu étudiées. L'enquête portera sur ces évolutions pour en révéler les potentialités et contraintes, en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement économique.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Olivier PILLONEL
Chargé de mission Villes et Fleuve, Grand Lyon

Emmanuel THIMONIER-ROUZET
Chargé d'études à l'Agence d'urbanisme (UrbaLyon)

ÉLUS RÉFÉRENTS

Jérémy CAMUS
Vice-président Agriculture, Alimentation, Résilience du territoire, Grand Lyon

Béatrice VESSILLER
Vice-président Urbanisme et Renouvellement urbain, Grand Lyon

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Éric CHARMES
Directeur de recherche en études urbaines, ENTPE, EVS, co-référent POPSU

Rachel LINOSSIER
Maîtresse de conférences en aménagement et urbanisme, Université de Lyon 2, Triangle, co-référente POPSU

Maryame AMAROUCHE
Maîtresse de conférences en aménagement et urbanisme, Université Lyon 3, EVS

Maeva PESENTI
Doctorante en aménagement et urbanisme, Université Lyon 3, EVS

**MÉTROPOLE
GRAND LYON**



**université
LUMIÈRE
LYON 2**



Le rôle des villes petites et moyennes dans l'aire métropolitaine

Les villes petites et moyennes constituent des lieux centraux pour l'aménagement des aires métropolitaines. Comment (mieux) organiser les relations et surtout les coopérations entre ces centralités et la métropole de Lyon ? Pour y répondre, cet axe étudiera le point de vue d'acteurs et d'habitants de villes petites et moyennes concernées par des actions de reconversion.

Le potentiel écologique et vivrier des sols de la métropole

Dans le cadre de la politique des sols et du plan nature de la métropole de Lyon, une attention particulière sera portée au modèle de l'agriculture régénérative, aux possibilités de renaturation des sols considérés comme artificiels ainsi qu'aux jardins des espaces résidentiels. Jusqu'à présent essentiellement considérés pour leurs qualités paysagères, ces espaces se présentent comme de nouveaux creusets à investir pour la transition écologique des métropoles.

Métropoles fluviales et portuaires (avec Rouen et Strasbourg)

Dans ce partenariat avec les métropoles de Rouen et de Strasbourg, deux questionnements sont particulièrement importants pour la métropole de Lyon : l'intégration du port de Lyon Edouard Herriot au reste de la ville et le rôle des fleuves dans les reconversions métropolitaines imposées par le changement climatique.



LE MANS MÉTROPOLE

Adapter l'action publique métropolitaine aux défis des transitions

Le Mans Métropole, préfecture de la Sarthe et troisième agglomération régionale en nombre d'habitants dispose d'une économie dominée par le poids de l'industrie automobile, de l'agroalimentaire et de l'assurance. Le Projet de Territoire « Le Mans Métropole 2040 » montre que les priorités et projets phares sur la transition écologique portent sur les politiques énergétiques et la production d'énergies renouvelables, le développement des mobilités douces, l'adaptation des infrastructures pour la transition énergétique ainsi que sur les formes urbaines à repenser en lien avec le ZAN pour mieux préserver les ressources naturelles.

Comment adapter l'action publique métropolitaine aux défis des transitions, de façon à créer un cercle vertueux entre l'économie et l'écologie, qui fasse de cette dernière le moteur de la prospérité du territoire et de la première, le pilier de la protection de l'environnement dans une perspective de justice sociale ? La plateforme mancelle envisagera, en collaboration avec Le Mans Université, les défis des transitions sous un angle « économique-écologique » en réfléchissant aux outils pouvant être mobilisés par une intercommunalité pour y faire face et en zoomant sur des politiques déterminantes pour l'avenir.

Verdir la commande publique

Quels sont les freins à l'achat public durable ? En prenant appui sur l'exemple de l'énergie, cet axe analysera les mutations de la commande publique dans un contexte de transition énergétique. Une étude spécifique sur le développement de l'économie circulaire et du réemploi à travers l'exemple de la valorisation des déchets produits par le secteur de la construction et de la rénovation des bâtiments complètera également l'analyse.



RÉFÉRENTES TECHNIQUES

Sandrine FLOQUART

Directrice du service Développement économique, Le Mans Métropole

Nina AGENOR

Chargée de mission Laboratoire d'Innovation Territorial, Le Mans Métropole

ÉLUE RÉFÉRENTE

Fabienne LAGARDE

Vice-président Enseignement supérieur et recherche, Le Mans Métropole

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Fabien BOTTINI

Professeur en droit, Le Mans Université, THEMIS, référent POPSU

Erwan NICOL

Maître de conférences en chimie, Le Mans Université, IMMM

Gérald BILLARD

Maître de conférences en géographie, Le Mans Université, ESO

Mathieu DURAND

Maître de conférences en aménagement et urbanisme, Le Mans Université, ESO

Fatimata LY-BARO

Maîtresse de conférences en économie, Le Mans Université, GREFI

Christophe GUETTIER

Professeur de droit, Le Mans Université, THEMIS



Verdir les finances publiques locales

Quels sont les avantages et les défis actuels de la mise en œuvre du budget vert de la métropole mancelle au regard de son impact sur l'écosystème local ? La recherche d'article autour de trois temps forts :

1. Comment mobiliser le budget comme outil de facilitation de, et de communication pour la transition écologique
2. Pourquoi et comment inciter les acteurs clés de l'écosystème tels les entreprises, les organisations à but non lucratif et les citoyens à adhérer aux choix de la politique environnementale nationale ?
3. Dans quelle mesure les choix d'investissement et de financements verts sont-ils des voies alternatives permettant de réduire les coûts de financement ?

Construire la connaissance sur un écosystème local ENR et la partager aux habitants

Cet axe souhaite développer une recherche originale axée sur les énergies renouvelables (notamment sur l'hydrogène et les batteries) renforçant le partage de connaissances entre Le Mans Métropole, Le Mans Université et les citoyens ; dans l'objectif de documenter le degré « d'acceptation » de ces derniers en vue de

leur implication dans la transition énergétique. Ainsi, l'impact sociétal des coopératives de production d'ENR et leur potentiel d'application sur la Métropole mancelle sera également étudié. Enfin, des modèles statistiques et méthodes d'évaluation rapides seront développés.

Décarboner les modèles urbains, du bâti au quartier

Les principes de sobriété foncière et de mobilité imposent de repenser les démarches et méthodes de la fabrique de la ville selon trois approches complémentaires et croisées : à commencer par l'étude du potentiel de renouvellement urbain et de densification du territoire intercommunal pour éviter l'artificialisation extensive des sols ; puis l'adoption d'une posture de recherche métabolique à partir de l'observation des flux entrants et sortants de matériaux de construction in situ ; enfin par le partage des logiques et réflexions d'acteurs entrepreneuriaux en matière de responsabilité sociale des entreprises et de changement de culture.



NANTES MÉTROPOLÉ

La vie ordinaire dans les espaces-temps périmétropolitains

Multiples sont les transitions à l'œuvre sur le territoire métropolitain nantais. Elles viennent travailler l'horizon à la fois écologique et solidaire de la métropole. Le champ de questionnement de la plateforme nantaise *POPSU Transitions* se traduit par une réflexion sur le grand territoire, au-delà des limites de la Métropole, nommé espace péri-métropolitain. Les enquêtes œuvreront à une meilleure connaissance des interdépendances, à la réflexion sur la transformation des lieux, à l'analyse de l'évolution des pratiques et des représentations sociales de l'espace et à l'observation des formes discrètes de la métropolisation et des transitions écologiques.

La lecture des formes d'urbanisation n'est intéressante que couplée à celle des activités, scènes et transactions observables. C'est pourquoi la pratique des transects sera privilégiée. Forte de ce parti pris, la recherche résoudra l'énigme suivante : il y a des lieux qui font métropole là où on ne les attend pas ; il y a des trajets qui font métropole là où ne les mesure pas ; il y a des représentations qui gagneraient à qualifier la métropole. Les transects empruntés par la recherche permettront d'alimenter trois attracteurs qui seront ainsi mis au travail.

La vie des lieux dans l'urbain desserré. Urbanités en transition ?

L'attention portée aux lieux-mouvements dans le dernier quart du XX^e siècle a permis de renouveler la conception des espaces publics de la métropole dense et intense. La proposition est ici d'interroger la transition socio-écologique au travers d'une entrée par les pratiques et représentations territoriales des habitants depuis l'urbain desserré et saisies dans leurs interactions, dans la construction de nouvelles territorialités.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Jérôme BARATIER
DGA Fabrique de la ville durable, écologique et solidaire, Nantes Métropole

Mathieu BARADEAU
Directeur Ville en transition, Nantes Métropoles

ÉLUE RÉFÉRENTE

Aziliz GOUZ
Vice-présidente Alliance des territoires

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Laurent DEVISME
Professeur de sociologie à l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes, AAU, référent POPSU

Kevin CHESNEL
Maître de conférences associé en aménagement et urbanisme, École nationale supérieure d'architecture de Nantes, AAU

Nicolas RAIMBAULT
Maître de conférences en aménagement et urbanisme, Université de Nantes, ESO

Laure CORMIER
Maîtresse de conférences en géographie, Université d'Angers, ESO

Laurent CAILLY
Maître de conférences en géographie, Université de Tours, CRITERES



Horizons d'attente métropolitains (représentations collectives et appartenances)

Aux côtés du modèle de la grande ville dense, diverse et des fantasmes de sociabilités villageoises, comment s'agence aujourd'hui un régime d'existence métropolitaine fait de nouveaux rythmes, de nouvelles occupations, de nouveaux parcours ? Cet attracteur met au centre de l'interrogation une sociologie de l'expérience engrammée dans des histoires de vie. Comment, à quels moments de leurs parcours résidentiels, de leurs parcours de vie, les habitants commencent-ils à ressentir ces sentiments d'appartenance, d'ancrage et d'attachement ?

Frictions, tensions, abandons et reconversions dans le grand territoire

Un certain nombre de projets d'équipement et d'aménagement sont remis en question et témoignent de rapports de force, d'intérêts plus ou moins divergents entre acteurs/producteurs/consommateurs, entre secteurs productifs et résidentiels. Les bords métropolitains sont autant de lisières montrant des acteurs en mouvement qu'il faut apprendre à mieux décrypter. Lorsque controverse il y a, comment la qualifier et comment la recherche peut contribuer à

l'éclairer, la structurer ? Deux approches seront ici développées à partir du cas des zones commerciales et des zones d'activités qui constituent deux types d'espaces emblématiques des fronts urbains, de l'urbain diffus et de l'automobilité.



MÉTROPOLE NICE CÔTE D'AZUR

Mer/Montagne(s) : du paysage fantasmé au paysage aménagé

La Riviera est intrinsèquement un territoire de transition(s) et de contrastes qui ont contribué à la fabrication de son image et à forger son identité culturelle, historiquement hospitalière et territorialement transfrontalière.

La convergence de deux immensités – mer et montagne – a fabriqué une histoire singulière tant au point de vue de l'imaginaire que de son développement urbain et son modèle économique.

Cet héritage se décline sur différents plans : celui de l'histoire de ce territoire d'accueil, du regard sur cet espace et de son modèle économique d'accueil. Ces espaces littoraux et de montagne apparaissent particulièrement vulnérables et la transition écologique impose désormais de repenser les modèles d'aménagement et de développement qui y ont prévalu. Cette recherche propose de prendre la mesure du territoire sur lequel on est établi, de réfléchir sur un héritage et se projeter sur de nouvelles trajectoires.

Le mythe de la Riviera, le territoire dont on vit...

L'histoire de la Côte d'Azur a fait l'objet de nombreuses études, qui seront mises en récit et aussi confrontées à la réalité actuelle du territoire. Cette première partie propose de mieux comprendre quel est l'héritage actuel de la Côte d'Azur et les caractéristiques du territoire qui en hérite.

La Riviera, territoire vécu et approprié – construction sociale et représentations

Parce qu'il est fréquent de substituer la représentation de la réalité à la réalité elle-même et parce que



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Florian AYMONIN-ROUX
*DGA Transition écologique,
Métropole Nice Côte d'Azur*

Marjorie BONNET
*Chargée de mission Transition
écologique, Métropole Nice
Côte d'Azur*

Alain PHILIP
*Directeur de l'Agence
d'urbanisme, AAU*

Laurence JACQUIER
Directrice des études, AAU

ÉLU RÉFÉRENT

Jean-Jacques CARLIN
*Vice-président délégué au
Patrimoine et à l'Aménage-
ment du territoire, Métropole
Nice Côte d'Azur*

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Alexandre MONNIN
*Professeur en redirection
écologique et design, ESC
Clermont Business School,
réfèrent POPSU*

Cyprien TASSET
*Maître de conférences en
sociologie, VetAgro Supp
Clermont, UMR Territoires*

Samuel ROBERT
*Directeur de recherche en
aménagement et
urbanisme, CNRS, ESPACES*

Damienne PROVITOLO
*Directrice de recherche en
géographie, CNRS, Géoazur*

MÉTROPOLE
NICE CÔTE D'AZUR

amU
Aix Marseille Université

ESC BUSINESS
CLERMONT SCHOOL

AAU
AGENCE
D'URBANISME
AZURENNE

l'analyse de nos actions passées doit permettre d'anticiper nos attitudes futures vis-à-vis du projet urbain, la recherche éclairera, pour l'infléchir, l'acte d'aménagement pour le rendre durable et désirable, et dans le but d'éviter de déboucher sur un espace sans signification.

Envisager l'écologisation d'un modèle économique lié à l'accueil touristique

Un travail d'appropriation critique sera conduit sur les bases du modèle économique de la Riviera lié à l'accueil touristique, en approchant les modalités particulières de déclinaison de ce concept sur le territoire considéré et en intégrant une approche d'intégration de mesures d'atténuation environnementale.

Un territoire transfrontalier, entre mer et montagne - quelles relations territoriales, existantes ou à projeter ?

Cette thématique vise à réfléchir aux relations existantes entre les différents éléments composant l'entité géographique de la Riviera, française et italienne, montagnarde autant que balnéaire. L'objectif sera de les inscrire dans des logiques de

complémentarités et solidarités territoriales plus que dans des phénomènes de compétition économiques ou environnementales. Le sujet de la ressource et du partage de l'eau se cristallise notamment comme un enjeu crucial.

Un objectif : prendre conscience avant d'aménager

L'analyse du déjà-là et des actions passées, ainsi que la compréhension des processus et l'appui sur la cartographie permettra d'interroger la dialectique entre territoire imaginée et territoire réel pour envisager autrement le devenir de ces espaces.



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE

Inspiration culturelle et bio-inspiration : le Pays Basque au défi des transitions

Le Pays Basque, ce finistère du sud-ouest entre mer et montagnes, pays historiquement rural polycentré et ancienne terre d'émigration, connaît une triple attractivité économique, résidentielle et touristique. Ces dynamiques présentent des externalités négatives qui s'ajoutent aux conséquences déjà perceptibles du changement climatique. Le tryptique « pression anthropique, défi climatique, forte identité culturelle » participe donc des enjeux de toutes les politiques de la Communauté d'Agglomération, et est au cœur de ce programme de recherche-action.

Ainsi, la problématique de la recherche est d'approcher comment les transitions en cours et celles que les acteurs vont devoir mettre en œuvre pour assurer une adaptation de notre société aux changements (climatiques, écologiques, sociaux et territoriaux) peuvent-elles trouver une partie de leurs ressources dans les singularités culturelles et biogéographiques d'un territoire, ici le Pays Basque ? L'originalité de cette plateforme est en effet de puiser dans l'approche de la bio-inspiration territoriale.

Une approche transverse sur la bio-inspiration

Le Centre d'Études d'Expertises en Biomimétisme (CEEBIOS), Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) à but non lucratif, est associé à la plateforme portée par l'UPPA, Université de Pau et des Pays de l'Adour, pour apporter sa connaissance et son approche de l'inspiration du vivant et des dynamiques collaboratives bio-inspirées. Il propose d'explorer avec un « collectif de parties prenantes » volontaires dans le Pays Basque, la notion de « culture territoriale » spécifique au Pays Basque.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Katia EMERAND
DGA Stratégie territoriale,
Aménagement et Habitat,
Communauté du Pays Basque

Denis CANIAUX
Directeur de l'Agence
d'urbanisme, AUDAP

ÉLU RÉFÉRENT

Bruno CARRIERE
Vice-président Planification
urbaine, Communauté du Pays
Basque

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Frédéric TESSON
Professeur en aménagement et
urbanisme, Université de Pau
Pays de l'Adour, référent POPSU

Anne GAILLARD
Paysagiste, conceptrice et
urbaniste, CEEBIOS



La question du paysage et de l'agriculture

Le rapport à l'agroécologie ou la structuration des organismes qui interviennent dans le secteur (syndicats, coopératives) se présentent comme des niches culturelles à mettre en lumière au regard de la problématique de la plateforme. L'intérêt est de voir ici une culture vivante, renouvelée inscrite dans des outils contemporains.

Les dynamiques collectives

La coopération et la question syndicale, abordés dans l'axe précédent sous l'angle agricole, seront élargies à d'autres domaines tant il semble que l'investissement collectif, soit une spécificité locale à étudier. Des travaux menés au sein du laboratoire TREE (sociologie et géographie) donnent du crédit à l'hypothèse. De nouvelles investigations en projet, notamment sur les mouvements sociaux et leur structuration, portés par des sociologues, viendront compléter l'analyse au sein de la plateforme.

L'architecture et l'urbanisme

La première recherche IKERKETA, menée dans le cadre du PUCA au sein de Conférence Permanente sur l'Aménagement et l'urbanisme du Pays Basque (CPAU Pays Basque) entre 2003 et 2005 sera ici poussée en dépassant la maison dans sa dimension strictement architecturale pour ouvrir sur d'autres formes et d'autres échelles en se projetant par exemple dans des formes urbaines complexes intégrant l'espace public.

De quelques mythes à déconstruire et à analyser

La place de l'arbre, des forêts, des cours d'eau, des espaces indivis, constitueront des ouvertures à explorer pour déchiffrer ce que ces éléments nous disent de la manière d'habiter localement. Les relations et perceptions de statut de propriété de ces espaces, tant publics que privés, feront l'objet de l'analyse. Ces réflexions seront engagées sur des terrains d'exploration spécifiques : les cercles des montagnes (approche du bien commun), l'axe de la Nive (eau, énergie, déplacements), l'écharpe verte (thème végétal).



RENNES MÉTROPOLE ET SON BASSIN DE VIE

Changer d'échelles : la coopération territoriale à l'épreuve des transitions écologiques à Rennes et en Haute-Bretagne

Engagée dans les transitions écologiques, énergétique, économique et numérique pour répondre aux enjeux posés par le changement climatique, Rennes Métropole a (ré)orienté nombre de ses politiques publiques. Les tensions sur les ressources sont autant de contraintes que d'opportunités d'un nouveau mode de développement pour la métropole et pour l'ensemble du grand territoire dans lequel elle évolue.

Sur cette grande échelle, Rennes Métropole et les 15 EPCI faisant partie de l'aire urbaine élargie ont mis en place en 2017 un Contrat de Coopération sur les mobilités. À l'occasion de son renouvellement en 2022, l'ensemble des territoires associés ont souhaité élargir la démarche en intégrant trois nouvelles thématiques : transitions écologiques, aménagement et développement économique et tourisme durable.

L'épreuve systémique du défi climatique, les transitions qu'il suscite ou accélère, produisent-elles une transformation des échelles de la coopération territoriale à Rennes et en Haute-Bretagne ? Le territoire étendu à 16 EPCI du Contrat de coopération contribuera-t-il à des changements d'échelle aussi bien en termes de récit territorial, de périmètres de coordination et d'instruments d'action publique ?

La plateforme rennaise déploiera une activité scientifique transversale et trois axes thématiques comprenant chacune une série de projets de recherche.

L'activité transversale se concentrera sur la territorialisation de l'adaptation climatique en étudiant comment les systèmes territoriaux et les dynamiques coopératives font face à l'émergence de la nouvelle « catégorie de l'action publique » que représentent les transitions écologiques.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Gwenaël BODO
Directeur de la Stratégie,
Rennes Métropole

Alain BENESTEAU
Directeur de l'Agence
d'urbanisme, AUDIAR

ÉLU RÉFÉRENT

André CROCQ
Vice-président Urbanisme,
Aménagement, président de
l'Agence d'urbanisme, AUDIAR

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Romain PASQUIER
Directeur de recherche CNRS
en science politique, ARENES,
Chaire Territoires et Mutations
de l'Action publique, référent
POPSU

Édith LECADRE
Professeure en agronomie,
Institut Agro Campus Rennes,
SAS

Nadine LEVRATTO
Directrice de recherche CNRS
en économie, Economix

Benoît FEIDEL
Maître de conférences en
aménagement et urbanisme,
Université Rennes 2, ESO

Emmanuelle HELIER
Professeure en aménagement
et urbanisme, Université
Rennes 2, ESO

Gaëlle PETIT
Maîtresse de conférences en
science de gestion, Sciences Po
Rennes, ARENE

Marc ROUZEAU
Animateur de la Chaire
Territoires et Mutations de
l'Action publique, coordinateur
scientifique

**RENNES
MÉTROPOLE**

**AUDIAR
RENNES**

**CONTRAT DE
COOPÉRATION**
Té intercommunalité, 1 territoire de vie et de projets

**SciencesPo
Rennes**
**CHAIRE
TERRITOIRES ET
MUTATIONS DE
L'ACTION PUBLIQUE**

Destination des sols et utilisations des ressources foncières

Les travaux de cet axe porteront sur le rôle de l'arbre dans le continuum ville-campagne avec en filigrane la résilience écologique face aux phénomènes climatiques extrêmes ainsi que sur la sobriété foncière et le ZAN en étudiant les effets de la coopération territoriale élargie.

Évolution du tissu économique et spatialisation des activités

La plateforme investiguera d'une part les trajectoires possibles vers une économie plus sobre en matières et en énergie, et d'autre part les tiers-lieux de travail situés hors métropole afin d'analyser s'ils représentent de nouveaux points d'ancrage et fonctionnent comme des nœuds de mobilité dans un système territorial coopératif.

Gestion de l'eau et systèmes alimentaires

Cet axe abordera la gestion territoriale de la ressource en eau par les industries agro-alimentaires en observant les stratégies d'économies et logiques d'arbitrage. La contribution des projets alimentaires territoriaux à la durabilité et à la souveraineté alimentaire des territoires

fera également l'objet d'une enquête. Enfin, toujours dans le domaine des transitions alimentaires, les tiers-lieux nourriciers seront explorés au titre des expérimentations citoyennes et de l'évolution des relations aux ressources naturelles et matérielles qu'ils encouragent.



MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE

Métropole fluviale en transition

La dixième métropole française par sa population couvre un territoire vaste aux paysages multiples dessinés par la Seine filant entre espaces agricoles, espaces urbains et zones industrielles. Suite à l'accélération de l'agenda de la transition socio-écologique et aux conséquences de l'accident industriel Lubrizol, cette nouvelle perspective de recherche-action sur les transitions prend sens. Il s'agira de documenter la transition écologique en action sans s'interdire d'en interroger ses fondements ou éventuels impensés.

La dimension fluviale et portuaire de la métropole rouennaise est aujourd'hui marquée par une reconnexion de la ville avec son fleuve que ce soit avec la requalification en cœur urbain des quais, de nouvelles centralités tertiaires et espaces publics sans négliger l'importance des activités portuaires et industrielles imbriquées à l'armature urbaine. Face à l'urgence du changement climatique, se pose la question de la place à venir du fleuve dans la trajectoire d'une métropole productive en transitions.

Les termes de la relation ville-fleuve dans un agenda de transition : démarche comparative Rouen, Strasbourg, Lyon

Un travail de convergences sur la thématique des « métropoles fluviales » prévoit d'associer les plateformes de Rouen, Strasbourg et Lyon. Ces trois métropoles accordent une attention croissante à leurs fleuves, constituant ainsi des « laboratoires de transitions ». Trois sous-axes thématiques guideront le travail collectif des trois plateformes :

1. Fleuve, port, ville, nature : de juxtapositions à synergies ;
2. Cultures et économies fluviales : le fleuve rassembleur à toutes les échelles ;
3. Face au dérèglement climatique, les fleuves enjeux, risques et solutions.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Laurent SODINI
Directeur de cabinet adjoint,
Métropole Rouen Normandie

Florence VIGOR
Directrice Pilotage des
transitions et Gestion des
risques, Métropole Rouen
Normandie

Caroline ROUENNIER
Directrice de l'Agence
d'urbanisme, AURBSE

ÉLU RÉFÉRENT

Djoudé MERABET
Vice-président Urbanisme,
Métropole Rouen Normandie,
maire d'Elbeuf-sur-Seine

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Jean DEBRIE
Professeur en aménagement et
urbanisme, Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne,
Géographie-Cités, référent
POPSU

Benoît LAIGNEL
Président du GIEC local,
Professeur en géosciences,
Université Rouen Normandie,
DD&RS

Alexandre GEFFROY
Ingénieur de recherche en
développement durable,
Université Rouen Normandie,
TURN

Xavier DESJARDINS
Professeur en aménagement
et urbanisme, Sorbonne
Université, Médiations

Magali SIZORN
Maîtresse de conférences en
socio-anthropologie, Université
Rouen Normandie, CETAPS



La trajectoire de planification de l'Axe Seine (rétrospective et prospective)

Depuis 2009, et la contribution d'Antoine Grumbach aux travaux de l'Atelier International du Grand Paris, l'axe Seine fait un retour remarqué dans l'agenda des politiques publiques. Est-ce un territoire qui advient, idéalisant la vallée de la Seine, cadre d'une grande métropole mondiale, où l'urbain et la nature seraient réconciliés ? La transition écologique représente-t-elle une occasion de repenser la vallée de la Seine en associant les acteurs autour d'une lecture territoriale nouvelle ? Afin de répondre à ces questions, la plate-forme proposera une relecture rétrospective et prospective de la trajectoire des politiques publiques et questionnera les acteurs et dispositifs aux différentes échelles de l'Axe Seine.

La Seine culturelle

Ce troisième volet portera sur la question culturelle afin de penser ce que veut dire « vivre avec le fleuve ». La plate-forme locale s'intéressera à ce que fait « la culture » (projets culturels, programmations artistiques) à la représentation du territoire : que produit la mobilisation culturelle sur le territoire, quelles perceptions et appropriations ? Les travaux porteront d'une part sur les

transformations (bâti, usages, perception) des lieux investis par des projets culturels et artistiques et d'autre part sur la fabrique de ces projets culturels (inspirations, mise en réseau, questions suscitées, représentations, imaginaires ...) et de la manière dont les habitants et publics s'emparent de ces propositions.



SAINT-ÉTIENNE MÉTROPOLE

Les mobilités métropolitaines stéphanoises en transition ?

Territorialités, modalités et pratiques

La Métropole stéphanoise constitue un terrain stimulant pour développer une connaissance des mobilités réelles, qui puisse informer la conception des politiques publiques et les inscrire dans les enjeux de transition écologique et de justice socio-environnementale. Le territoire est en effet marqué par la variété de ses configurations territoriales – de la ville intermédiaire de 174 000 habitants qu'est Saint-Etienne aux petites villes en passant par la ville émergente et l'ampleur de la périurbanisation – par ses dynamiques démographiques contrastées, par ses logiques macro et micro-ségrégatives marquées sur son territoire et par la proximité de la métropole lyonnaise, dont l'attractivité provoque des dynamiques combinées de métropolisation et desserrement.

Métropole exerçant directement sa compétence transports / mobilités, engagée depuis 2022 dans l'élaboration de son Plan de Mobilité, elle a proposé d'orienter la plateforme stéphanoise sur les mobilités métropolitaines et leurs enjeux, dans un contexte d'interrogation sur les modalités de développement économique et territorial face au dérèglement climatique et à la montée des inégalités et des injustices. La notion de mobilité sera entendue dans une acception large, soulignant qu'elle n'est pas une capacité « partagée » par tous les individus et groupes sociaux.

Panorama des mobilités locales et pendulaires bi-métropolitaines en vallée du Gier

Ce chantier préliminaire visera à consolider et discuter la compréhension des pratiques de mobilité et des représentations sur l'accessibilité du territoire, dans le contexte du projet d'établissement d'une halte ferroviaire et d'un pôle d'échanges multimodal dans la vallée du Gier, articulant échelles locale et « interterritoriale », au sein de l'axe reliant Lyon à Saint-Étienne.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Rémi DORMOIS

DGA Développement urbain, Saint-Étienne Métropole

Guillaume ARSAC

Responsable du service Développements et Prospective, chef de projet Plan de Mobilité, Saint-Étienne Métropole

Benoit GAY

Directeur Agence d'urbanisme (EPURES)

Ludovic MEYER

Directeur adjoint Agence d'urbanisme

ÉLUE RÉFÉRENTE

Sylvie FAYOLLE

Vice-présidente Développement durable, Saint-Étienne Métropole, maire de Saint-Paul en Cornillon

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Olivier KLEIN

Ingénieur des Travaux Publics d'État, ENTPE, LAET, référent POPSU

Nathalie MERLEY

Maîtresse de conférences en droit public, Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, Triangle

Christelle MOREL-JOURNEL

Maîtresse de conférences en aménagement et urbanisme, Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, Triangle

Vincent BEAL

Maître de conférences en sociologie, Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, Triangle



ENTPE



UNIVERSITÉ
JEAN MONNET
SAINT-ÉTIENNE



Place et portée des politiques de mobilité dans l'agenda métropolitain

Une analyse historique des politiques de mobilité dans l'agglomération de Saint-Étienne permet de poser la question de leur place dans l'agenda politique métropolitain. Comment ont-elles été articulées aux grands enjeux de l'action publique intercommunale ? Quel est le poids de ce domaine d'action dans le budget de la collectivité ? De quelle manière la mobilité a été construite en tant que « problème public local » ? Dans quelles mesures les enjeux environnementaux liés à la transition environnementale et énergétique se sont-ils greffés sur ces politiques ?

Représentations métropolitaines et pratiques de mobilité pour les étudiants : quels enseignements pour les politiques publiques ?

Ce chantier de recherche visera à explorer les liens entre pratiques de mobilité et représentations territoriales dans les espaces périurbanisés. Quelles sont les représentations du territoire des habitant-es et des usager-es de ces espaces ? Comment sont perçues les centralités traditionnelles des vallées industrielles ? En quoi leurs visions nourrissent leurs pratiques ? D'un

point de vue méthodologique, cette analyse des pratiques et des représentations sera menée à partir de la population des étudiant-es, dans le double contexte d'une part du déploiement d'une politique d'attractivité volontaire de la part de Saint-Étienne Métropole et l'Université Jean Monnet depuis 2019, et d'autre part de la double zone d'attraction, pour les jeunes résidant dans la vallée du Gier, que constitue le site Lyon – Saint-Étienne, en matière d'enseignement supérieur.

Mobiles / immobiles : besoins et pratiques de mobilité pour les populations précaires

Afin de mieux comprendre la dialectique mobilité / immobilité, et de se saisir de l'enjeu de la démobilité, la focale sera portée d'une part sur l'inclusion sociale des populations précaires ou marginales, et d'autre part aux modes de vie « périurbains », la Grand-Croix et surtout ses bassins versant au nord et au sud de la vallée du Gier se situant globalement à la limite des « fronts de périurbanisation » des agglomérations stéphanoise et lyonnaise.



POLE MÉTROPOLITAIN DU SILLON LORRAIN

Une gouvernance hybride de la ressource en eau

L'histoire et la géographie ont forgé en Lorraine les conditions d'une métropolisation originale, orientée selon un axe Nord-Sud, et structurée tant par les infrastructures fluviales, autoroutières et ferrées, que par des pôles urbains, dont Metz et Nancy, les deux agglomérations historiques de ce territoire. Le Sillon Lorrain est un territoire au développement économique et industriel massif par le passé, premier Pôle Métropolitain créé en France. Il a sans doute été l'un des plus actifs dans le renforcement des fonctions métropolitaines en lien avec la frontière luxembourgeoise.

Avec la montée en force des enjeux écologiques, émerge un contexte nouveau pour les territoires : les fondamentaux de l'aménagement, de la technologie et du vivre ensemble sont revisités et s'imbriquent. L'évolution de ces contextes oriente le Pôle Métropolitain du Sillon Lorrain dans sa recherche d'un nouvel horizon de travail. En parallèle de cet enjeu, se révèlent avec acuité les problématiques de pérennisation des ressources du territoire, jusqu'alors considérées comme secondaires. Si les acteurs publics ont un rôle majeur à jouer en matière de gouvernance et de gestion de la ressource en eau, les acteurs privés y contribuent à une échelle toute aussi importante. En encourageant l'innovation et la recherche de solution adaptées à la nouvelle conjecture climatique, le label French Tech trouve à s'appliquer pour cette problématique.

La ressource en eau : tensions et anticipation

Le territoire lorrain est doté d'une ressource abondante en eau, au-delà de cette richesse la construction même du territoire s'est faite autour de l'eau (Moselle). Les caractéristiques complexes de ce cours d'eau se retrouvent dans les relations et dualités des territoires auxquels il bénéficie. De plus, des situations de tensions accentuées par les sécheresses et épisodes



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Vincent GROSS
*Délégué général du Sillon
Lorrain*

Pascal TATON
*Directeur de l'Agence de
développement, SCALEN*

ÉLU RÉFÉRENT

Mathieu KLEIN
Maire de Nancy

RÉFÉRENT SCIENTIFIQUE

Pascal CAILLÉ
*Professeur de droit public,
Université de Lorraine, IRENEE,
référént POPSU*

sillon
lorrain
pôle métropolitain
européen

UNIVERSITÉ
DE LORRAINE

SCALEN
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT
DES TERRITOIRES
NANCY SUD LORRAINE

caniculaires récents se concentrent sur les territoires conjugués à une augmentation démographique et aux perspectives de développement économique du Sillon Lorrain.

L'enjeu est d'anticiper au mieux l'état futur et faire face aux situations exceptionnelles qui se multiplient et s'intensifient. Il importe donc d'appréhender la question de la gouvernance de l'eau dans une perspective de long terme et d'adapter cette appréhension au regard du défi climatique.

La gouvernance : une philosophie de l'hybridation au sein d'un tiers-territoire

L'action publique territoriale s'est construite autour de principes qui sont de plus en plus inadéquats avec la réalité et qui contraignent aujourd'hui fortement ses capacités. Cet axe veut donc inscrire l'action publique territoriale dans une autre philosophie – la philosophie de l'hybridation, qui repose quant à elle sur les principes d'altérité, de multiplicité et de créativité. Le pôle métropolitain du Sillon Lorrain apparaît justement comme un objet territorial hybride regroupant des entités différentes et pouvant se penser comme tiers-territoire avec de la pluri-appartenance et de l'emboîtement d'échelles. Il sort du principe de tiers-

exclu pour entrer dans celui de tiers-inclus en se mettant en capacité d'innovation pour imaginer des tiers-services, tiers-lieux, tiers-modèles et tiers-réseaux. Ce concept veut s'appliquer pour une gouvernance hybride de l'eau. Le rôle du pôle métropolitain du Sillon Lorrain peut être moteur dans la manière de repenser la gouvernance de l'eau sur le territoire pour de meilleures conditions d'accessibilité et de partage de l'eau. D'une vision gestionnaire de la ressource, il convient de (re)venir à une vision stratégique et décentralisée, vecteur d'une réappropriation politique de la question à l'échelon territorial.



EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Les enjeux du (re)développement logistique

L'Eurométropole de Strasbourg est confrontée aux nouveaux besoins fonciers et immobiliers du développement de la logistique urbaine. Ils se traduisent par une tension renforcée entre logistique métropolitaine et logistique de proximité. Face à la transition écologique et aux évolutions réglementaire, les collectivités locales et les entreprises arbitrent entre équilibre économique et adaptation au changement climatique. Au centre de ces nœuds, la logistique urbaine constitue un levier de transition important, en ce qu'elle peut être remplacée par une flotte décarbonée ou emprunter et (ré)investir la voie fluviale. La logistique urbaine fluviale se pose ici précisément comme ressource pour une reconnexion fonctionnelle du port à la ville.

Comment rendre compatible la mobilité urbaine des marchandises avec les objectifs environnementaux des territoires dans un contexte de croissance des flux portés par une évolution des pratiques de consommation en lien avec le e-commerce ? Comment intégrer la fonction logistique dans les territoires dans une perspective de transition écologique ? Comment réorganiser les chaînes logistiques, via des dimensions techniques et d'aménagement pour reconnecter ville et fleuve et rendre ainsi les chaînes logistiques fluviales viables économiquement par rapport au transport routier ?

Les enjeux fonciers du développement immobilier logistique dans l'Eurométropole de Strasbourg

Ce premier axe questionnera le développement de la logistique de Strasbourg, porté par une croissance du e-commerce. Suit-elle la même dynamique que les autres métropoles, alors que la demande s'intensifie dans les zones denses et reste importante dans les zones périurbaines.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Eric CHENDEROWKY
Directeur Urbanisme et
territoires, Eurométropole de
Strasbourg

Camille TREIL
Chargé de mission Logistique
urbaine, Eurométropole de
Strasbourg

ÉLUE RÉFÉRENTE

Anne-Marie JEAN
Vice-présidente Politiques de
l'emploi, Formation, Économie
durable et Transition
écologique des entreprises,
coordination du Tourisme
durable, Eurométropole de
Strasbourg

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Adeline HEITZ
Maîtresse de conférences en
transport et logistique,
CNAM, LIRSA, co-référente
POPSU

Antoine FRÉMONT
Professeur et titulaire de la
Chaire Transports, flux et
mobilités durables, CNAM, LISE,
co-référent POPSU

Adrien BEZIAT
Chargé de recherche IFFSTAR



Strasbourg,
école d'architecture

le **cnam**



Le potentiel d'une fluvialisation du transport de marchandises dans l'Eurométropole de Strasbourg : une approche par filière

L'objectif sera de mettre en regard deux filières, celle du BTP historiquement utilisatrice du fleuve et celle de la distribution urbaine, afin de comprendre les stratégies de localisation des entreprises et la disponibilité foncière en lien avec la planification et la réglementation de l'usage du sol dans la métropole. Le potentiel de fluvialisation sera observé à partir des flux de la grande distribution, avec lesquels la connexion demeure faible. Ces analyses sectorielles permettront d'interroger plus largement la question de l'intégration fonctionnelle des espaces portuaires à la ville et de son impact environnemental. Enfin, traitée sous l'angle du métabolisme urbain, la concordance offerte par Strasbourg entre le secteur de la construction, les projets urbains et le transport de marchandises offre un cas d'étude pour étudier la fluvialisation des chantiers publics et privés.

Intégrer la logistique fluviale urbaine dans les schémas d'aménagement de l'aire urbaine de Strasbourg

Cet axe s'attachera à imaginer des scénarios prospectifs afin de mettre en place les conditions qui permettront de favoriser l'émergence d'une logistique fluviale à l'échelle d'une aire urbaine comme celle de Strasbourg.



TOULOUSE MÉTROPOLE

Le confort métropolitain : pivot des transitions en territoire métropolitain toulousain ?

Encore appréciés de manière positive, la croissance démographique et le développement économique de la métropole toulousaine sont aussi générateurs de tensions. Dans quelle mesure le contexte de changement climatique – augmentation des températures et instabilité pluviométrique – n'en viendrait-il pas à révéler l'inconfort métropolitain à venir ? Par quels signaux faibles ou forts cette entrée en inconfort serait-elle repérable, mesurable et comment l'objectiver et l'instrumenter dans/pour l'action publique ? En quoi les chemins empruntés actuellement par les politiques publiques locales et nationales tentent d'y remédier et avec quels effets ? Enfin, quelles perceptions et quels vécus les « Toulousains » ont de ces ajustements et quelles en sont les conséquences en termes d'inégalités sociales ; atténuation, renforcement et/ou recomposition ? Fabriquent-ils du réconfort et pour qui ?

Dans cette perspective, la plateforme toulousaine se donne pour objectif d'étudier les transitions métropolitaines à l'œuvre ou à conduire face à un horizon incertain de crises pouvant prendre des formes multiples : climatique, écologique, sociale, économique ... L'angle d'analyse privilégié ici sera la notion de confort ; son historicité, ses registres contemporains individuels comme collectifs, mais aussi son devenir métropolitain afin d'interroger les (ré)aménagements/ménagements du territoire métropolitain. Cette observation/exploration s'appuiera sur une diversité de méthodes, un croisement pluridisciplinaire et un dialogue partenarial. Quatre axes de travail irrigueront la démarche de recherche-action.

Réinterroger / Repenser les politiques publiques par le confort

Les politiques de transitions impliquent de réévaluer la place de la question sociale dans la durabilité urbaine en connectant les enjeux écologiques aux fragmentations socio-spatiales. Cet axe proposera une analyse des politiques publiques des transitions « territorialisées » à l'œuvre et se pensera comme support de propositions aux acteurs locaux pour accompagner ces transitions, les anticiper, et adapter le territoire aux enjeux présents et à venir.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Pierre-Emmanuel REYMUND
Directeur délégué Partenariats,
innovations territoriales,
Toulouse Métropole

Nathalie BERTHOLIER
DGA Transition écologique,
Toulouse Métropole

ÉLU RÉFÉRENT

François CHOLLET
Vice-président Écologie,
développement durable,
Toulouse Métropole

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Lionel ROUGÉ
Maître de conférences en
Aménagement et urbanisme,
Université Toulouse Jean-
Jaurès, LISST, référent POPSU

Julien WEISBEIN
Maître de conférences en
sociologie, Sciences Po
Toulouse, LaSSP

Fabrice ESCAFFRE
Professeur en géographie,
Toulouse Jean-Jaurès, LISST

Marion BONHOMME
Maîtresse de conférences en
sciences de l'ingénieur, INSA
Toulouse, LMDC

toulouse
métropole

UNIVERSITÉ TOULOUSE
Jean Jaurès

AUAT

Le patrimoine bâti du XX^e siècle : l'incontournable mais difficile amélioration énergétique

Marqueur d'une singularité constructive inscrite dans une histoire locale (la brique) ou du premier boom démographique économique du développement aéronautique, le bâti toulousain se retrouve en difficulté dans la mise en œuvre d'une amélioration énergétique globale. Cet axe questionnera l'incontournable mais difficile amélioration énergétique des petites et moyennes copropriétés en identifiant les leviers et freins d'une approche performante tant techniquement que socialement et afin d'en identifier les fragilités et valeurs.

Les espaces refuges : identification et activation d'un réseau favorisant le confort thermique individuel et collectif

Dans un contexte de réchauffement climatique exacerbé qui multipliera les canicules, comment atténuer les effets des îlots de chaleur urbain ? Cet axe explorera les nouvelles manières de faire face à cet enjeu dans les politiques publiques et l'aménagement urbain à travers des enquêtes portant sur le développement d'un réseau public d'espaces refuges.

Faire la métropole par les systèmes de parcs : comment réintégrer l'urbain à sa géographie ?

Analysant le confort des espaces extérieurs à travers la figure du système de parcs, cet axe s'attachera à questionner la fabrique métropolitaine du point de vue des paysages, du vivant, des espaces publics ouverts en articulation avec les systèmes agricoles et leur rôle dans l'habitabilité métropolitaine. Les enquêtes porteront sur les ressorts de cette réintégration des espaces urbains à leur géographie ainsi que sur leur conception systémique des transitions. Ce travail envisage la figure du Grand Parc comme posant des conditions favorables pour conforter la place du vivant en contexte métropolitain.

L'articulation de ces quatre axes sera couplée à l'objectif de lancer une réflexion sur un observatoire des transitions dans le but d'amorcer un autre récit territorial d'une métropole réconfortante.



TOURS MÉTROPOLÉ VAL-DE-LOIRE

La grande trame brune : du « sol foncier » à la protection juridique des « sols vivants » dans l'élaboration du PLU métropolitain

Devenue métropole en 2017, Tours Métropole Val de Loire a décidé en 2022, devant la nécessaire mise en cohérence des PLU communaux, d'élaborer son premier document d'urbanisme à l'échelle de ses 22 communes : le Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm). Ce projet vise le développement du territoire dans le respect de ses identités, patrimoines, biens communs ; à consolider sa place au sein du Val de Loire ; et surtout à répondre à l'urgence climatique.

L'intégration de la préservation des sols et de leurs fonctions écologiques dans le PLUm est l'une des manifestations de l'expression de cette forte volonté politique. Mais cela ne va pas de soi : les sols vivants manquent de reconnaissance et de protection juridiques. Le cadre législatif et réglementaire ne permet pas toujours de sortir d'une conception surfacique du sol. L'identification d'une trame brune permettant d'aborder les questions de santé des sols et de risques (inondation, retrait et gonflement des argiles) et son intégration au PLUm comme aux pratiques d'aménagement semble constituer un levier pour passer du sol foncier, surface à consommer, aux sols vivants, écosystèmes à préserver.

POPSU Transitions est l'opportunité d'un travail collaboratif entre Tours Métropole Val de Loire et une équipe pluridisciplinaire composée notamment de juristes de l'Université de Tours. Celui-ci doit permettre l'émergence de solutions réglementaires et techniques pour l'intégration de la trame brune dans le PLUm et plus généralement la préservation des sols vivants. Ce travail pourrait aussi relever certaines faiblesses législatives actuelles et identifier de possibles évolutions.



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Franck CHARNASSE
DGA Aménagement des
Territoires, Tours Métropole
Val-de-Loire

Aude TALON
Directrice de l'Aménagement
urbain, Tours Métropole
Val-de-Loire

Sébastien PIVIDAL
Directeur de l'Agence
d'urbanisme, ATU

Thierry LASSERRE
Chargé d'études, ATU

ÉLU RÉFÉRENT

Christian GATARD
Vice-président Urbanisme,
Finances, Tours Métropole
Val-de-Loire

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Corinne MANSON
Professeur en droit public,
Université de Tours, IRJI,
co-référente POPSU

Camille DREVAU
Maître de conférences en droit
privé, Université de Tours, IRJI,
co-référente POPSU

Damien THIERRY
Maître de conférences en droit
public, Université de Tours, IRJI,
co-référente POPSU



Les diagnostics et indicateurs de la santé des sols

Cet axe transversal s'attachera à identifier les indicateurs et diagnostics de la santé des sols qui peuvent s'avérer les plus efficaces en fonction des objectifs poursuivis et coûts économiques.

La préservation des fonctions écologiques des sols

Cet axe s'appuiera sur l'analyse des indicateurs pour définir plus précisément les objectifs de la protection des fonctions écologiques des sols, la nature juridique à leur donner et les outils juridiques mobilisables. Il s'agit de donner des repères aux collectivités sur la qualité écologique des sols et sur leur multifonctionnalité afin d'éclairer leurs choix notamment à l'heure du ZAN.

La restauration des fonctions écologiques des sols

La recherche-action identifiera aussi des moyens de restaurer les sols dégradés. Cet axe s'attachera à réaliser un inventaire des initiatives et expérimentations existantes puis à déterminer les techniques et moyens

juridiques susceptibles d'être mobilisés pour atteindre cet objectif selon les contextes et espaces.

La continuité des fonctions écologiques des sols

Enfin, la réflexion portera sur les moyens de (re)trouver une fonction des sols à l'échelle de l'écosystème urbain tout en assurant aussi les relations avec les territoires voisins avec lesquels les interdépendances sont multiples. Il s'agira d'étudier l'opportunité d'appliquer les outils de mise en place de la trame verte et bleue à la trame brune. Mais, au-delà des continuités favorisant le déplacement de la faune et de la flore, l'étude s'interrogera sur les moyens d'assurer les continuités des autres fonctions des sols. D'ailleurs, le terme de réseaux pourrait s'avérer plus pertinent pour prendre en compte les fonctions écologiques des sols de manière horizontale et dans leur profondeur.



RECHERCHE- ACTION INTERPLATEFORME : MÉTROPOLE ROUEN NORMANDIE, GRAND LYON, EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG

Métropoles fluviales

Ce projet propose l'organisation d'un dialogue tripartite qui prolonge et complète les travaux du précédent *POPSU Métropoles* qui portaient sur les fonctions portuaires et la manière dont elles redéfinissent et redimensionnent l'espace métropolitain pour la plateforme de Strasbourg. *POPSU Métropoles fluviales* ouvre ces perspectives à partir d'une comparaison entre trois métropoles engagées dans la transition écologique et membres du programme *POPSU Transitions*.

L'objet de ce projet est la mise en commun de connaissances et d'expériences de la transition écologique dans trois grandes métropoles fluviales et portuaires : Strasbourg, Rouen et Lyon. Les trois territoires font face à des enjeux spécifiques au regard de leur situation géographique et hydrographique. Ces collectivités engagent des projets originaux au regard des mutations des espaces fluviaux et portuaires qui s'annoncent comme des laboratoires de transitions. Dans le cadre de ce projet il est proposé d'explorer trois axes thématiques, qui correspondent chacun à un séminaire qu'une métropole orchestre et qui est abondé par les deux autres métropoles participantes.

Fleuve, port, ville, nature : de juxtapositions à synergies (hôte : Strasbourg)

Longtemps isolées et juxtaposées, les zones urbaines, industrielles et naturelles qui longent le fleuve ont appris à cohabiter, à générer de nouvelles formes d'urbanités unies par l'eau, et développent aujourd'hui différentes formes de synergies : fret et transport multimodal et multiscalaire, réseaux intégrés de données et d'énergies, gestion écologique des espaces industriels... Où en sont aujourd'hui les métropoles et leurs ports dans leurs expériences d'intégration, et dans



RÉFÉRENTS TECHNIQUES

Eric Chenderowsky
Directeur Urbanisme et territoire, Eurométropole de Strasbourg

Olivier Pillonel
Chargé de mission Ville et fleuve, Métropole de Lyon

Laurent Sodini
Directeur adjoint de cabinet, Métropole Rouen Normandie

RÉFÉRENTS SCIENTIFIQUES

Frédéric Rossano
Maître de conférences en architecture, École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg, AMUP

Anne Hoenegger
Directrice de recherche CNRS en aménagement et urbanisme, EVS

Jean-Debrie
Professeur en aménagement et urbanisme, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Géographie-Cités

MÉTROPOLE
GRAND LYON



Strasbourg.eu
Eurométropole

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

quelle mesure cette intégration participe-t-elle à leurs objectifs de transition écologique ?

Cultures et économies fluviales : le fleuve rassembleur à toutes les échelles (hôte : Rouen)

Ville, port, métropole fluviale, corridors fluviaux et artères économiques : le fleuve cristallise les identités et génère de nombreuses solidarités. Culture fluviale et économie portuaire caractérisent ainsi la métropole, mais la mettent aussi en relation avec une chaîne de villes et d'acteurs économiques répartis en amont et en aval. Comment se singularise la métropole fluviale, et comment organise-t-elle son action dans les chaînes portuaires et fluviales et aux multiples échelles du fleuve ?

Face au dérèglement climatique, les fleuves en jeux, risques et solutions (hôte : Lyon)

Réchauffement et sécheresses transforment profondément les cycles hydrologiques des fleuves, de leurs sources (de moins en moins enneigées) à leur estuaire (menacé par la salinisation des terres et la montée des mers). A mi-parcours, les métropoles fluviales doivent aujourd'hui anticiper des risques de crues croissants et

irréguliers et des périodes d'étiage paralysantes pour le trafic fluvial et dommageables pour les écosystèmes. C'est cependant aussi près des fleuves que se profilent des stratégies plus résilientes. Quels sont les nouveaux développements en termes de prévention (réduction des émissions, décarbonation de l'économie), de mitigation (atténuation des effets présents et prévisibles) et d'anticipation (adaptation des ports, des villes et des écosystèmes) ?

LA VALORISATION

POPSU TRANSITIONS

Une valorisation au fil des travaux de recherche, pour restituer la production scientifique du programme et participer au débat public.



La collection des Cahiers POPSU rassemble les connaissances produites par les plateformes du programme au fil de leurs travaux de recherche-action. Chaque ouvrage aborde un enjeu partagé par les chercheurs et les acteurs locaux, au cœur des préoccupations de la collectivité. Sous la forme de textes courts, respectant les standards des productions scientifiques et de l'édition grand public, les Cahiers associent aux exigences universitaires le souci de la diffusion la plus large afin de livrer au débat = public les réflexions contemporaines sur les mutations des politiques urbaines.



La collection des Conférences POPSU reprend les conférences des chercheurs et des acteurs prononcées à l'occasion de colloques, séminaires et rencontres organisés par le programme. L'objectif est de nourrir la « fabrique » des politiques publiques par l'état des réflexions sur des enjeux en lien avec les transitions ouvrant sur des scénari prospectifs.



Les Entretiens POPSU sont réalisés avec de grands témoins et acteurs des trajectoires de transition des villes et territoires du programme. Diffusés sous la forme d'enregistrements vidéo, ils constituent des archives audiovisuelles documentant les évolutions de l'action publique urbaine française, tout en contribuant aux réflexions menées par les plateformes POPSU. Les acteurs (Présidents des métropoles, élus, responsables de service des collectivités, directeurs d'agence d'urbanisme) rencontrés éclairent d'un regard situé, historique et critique les mutations urbaines, ainsi que les avancées auxquelles ils ont contribué et les difficultés qu'ils ont rencontrés.



Les Rencontres POPSU sont organisées régulièrement à l'échelle de chacune des plateformes. Elles forment autant de scènes d'échange où les travaux de recherche sont mis en discussion afin d'en discuter des résultats et d'explorer de nouvelles perspectives d'action. À l'échelle nationale, les Ateliers transversaux, les Forums et le Campus annuel permettent de croiser les regards sur les trajectoires urbaines et territoriales en transition.



Les événements POPSU organisés aux échelles nationale et locales mettent en relation et en dialogue les plateformes sur les thématiques liées aux transitions qu'elles partagent. Ils visent à développer la dimension comparative non seulement entre les travaux de recherche, mais également entre les actions développées.



La webserie POPSU réalisé avec l'Agence CAPA parcourt les trajectoires territoriales de transition, à hauteur d'hommes et de femmes et des pratiques ordinaires. Les films proposent un pas de côté par rapport aux travaux amorcés, tout en pointant les questions qui y sont posés.

Toutes ces productions sont accessibles en accès libre sur le site popsu.archi.fr

LES PARTENAIRES

LES PARTENAIRES FINANCIERS

PUCA

plan
urbanisme
construction
architecture

Le Plan Urbanisme Construction Architecture

Le PUCA est un organisme interministériel créée en 1998 afin de faire progresser les connaissances sur les territoires et les villes et éclairer l'action publique. Il initie des programmes de recherche incitative, de recherche-action, d'expérimentation et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'architecture et de la construction.



L'ADEME

Engagée depuis 30 ans dans la lutte contre le changement climatique et la dégradation des ressources, l'ADEME participe à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'énergie et de protection de l'environnement afin d'accélérer la baisse de la consommation d'énergie, développer les énergies renouvelables et réduire les émissions de gaz à effet de serre.



Institut pour la recherche

L'Institut pour la Recherche de la Caisse des dépôts

L'Institut pour la Recherche a pour objet le soutien à des travaux de recherche dans les champs d'intervention stratégique du groupe Caisse des dépôts. Il intervient de façon transversale à partir de la recherche entre les différents métiers, organise la valorisation des résultats dans le cadre de contributions au débat public, et nourrit enfin la réflexion stratégique interne à partir des nouvelles tendances identifiées dans le secteur de la recherche.

LES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



France Urbaine

Association des métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération et grandes villes, France urbaine promeut l'alliance des territoires. L'association est composée de 108 membres, représente 2000 communes de toutes tailles dans lesquelles résident près de 30 millions de Français. Elle éclaire la décision publique sur les principaux sujets qui concernent les territoires urbains et la décentralisation. Elle est présidée par Johanna Rolland, maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole.



La fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU)

La FNAU anime le réseau de 50 agences d'urbanisme sur le territoire national. Elle favorise les échanges d'expérience, l'organisation d'événements et de projets collectifs. En lien étroit avec les associations de collectivité et les ministères, elle contribue aux débats sur la ville et les territoires. Elle est présidée par Sonia de la Provôté, sénatrice du Calvados.



La Coordination nationale des Conseils de développement (CNCD)

Amorcée en mars 2002 et confortée en 2003, la Coordination nationale des Conseils de développement est un réseau ouvert à tous les conseils de développement pour faire entendre leur voix. La CNCD mène des réflexions en collaboration avec ses adhérents sur les réformes territoriales, la démocratie locale et la participation citoyenne.



Intercommunalités de France

Intercommunalités de France est la fédération nationale des élus de l'intercommunalité. Depuis sa fondation en 1989, l'association promeut la coopération intercommunale et le dialogue territorial. Elle assure la représentation des intercommunalités auprès des pouvoirs publics nationaux (gouvernement, Parlement, agences nationales...), participe aux débats sur les évolutions de l'organisation territoriale et des politiques publiques décentralisées, développe une expertise spécifique au service de ses adhérents. Elle est présidée par Sébastien Martin, président du Grand Chalon.

LE CONSEIL SCIENTIFIQUE

POPSU TRANSITIONS

LES RESPONSABLES SCIENTIFIQUES NATIONAUX

Marie-Christine Jaillet

Directrice de recherche émérite CNRS, coordinatrice du collège des responsables scientifiques nationaux

**Sabine Barles**

Professeure en aménagement et urbanisme, Université Paris 1 Pantéhon-Sorbonne, Géographie-Cités

**Xavier Desjardins**

Professeur en aménagement et urbanisme, Sorbonne Université, Médiations

**Renaud Le Goix**

Professeur en aménagement et urbanisme, Université Paris Cité, Géographie-Cités

**Magali Talandier**

Professeure en aménagement et urbanisme, Université Grenoble Alpes, PACTE

**Gilles Pinson**

Professeur en science politique, Sciences Po Bordeaux, Centre Emile Durkheim

LES PERSONNALITÉS QUALIFIÉES

**Jean-Marc Offner**

Président du Conseil stratégique de POPSU

**Marie Attinault**

Consultante +2

**Jérôme Baratier**

Directeur général adjoint Fabrique de la ville écologique et solidaire, Nantes Métropole

**Benoît Laignel**

Professeur en Géosciences, Université Rouen Normandie, Co-président du GIEC normand

**Catherine Maumi**

Professeur en histoire de l'architecture, ENSA Paris La Villette

**Emmanuel Rouède**

Directeur général des services, ville de Grenoble

**Michel Vayssié**

Directeur général des services, Bordeaux Métropole



POPSU TERRITOIRES, UN PROGRAMME AU SERVICE DES PETITES VILLES

CONSTRUIRE DE NOUVEAUX RÉCITS PAR ET POUR LES PETITES VILLES

Les petites villes sont des chaînons essentiels de l'armature urbaine française. Aux côtés des territoires ruraux, elles constituent la réalité quotidienne de nombreux ménages. Dans ce rôle structurant, elles souffrent souvent d'un manque d'ingénierie, peuvent présenter des signes de fragilité, et montre de besoins spécifiques, au coeur du programme national Petites villes de demain. *POPSU Territoires* contribue à révéler et à identifier les besoins, trajectoires, histoires et enjeux spécifiques auxquels sont confrontées les petites villes pour enrichir le récit national des complémentarités territoriales.

CONSTRUIRE DE NOUVEAUX RÉCITS PAR ET POUR LES PETITES VILLES

Les petites villes sont des chaînons essentiels de l'armature urbaine française. Aux côtés des territoires ruraux, elles constituent la réalité quotidienne de nombreux ménages. Dans ce rôle structurant, elles souffrent souvent d'un manque d'ingénierie, peuvent présenter des signes de fragilité, et montrent de besoins spécifiques. *POPSU Territoires* contribue à révéler et à identifier les besoins, trajectoires, histoires et enjeux spécifiques auxquels sont confrontées les petites villes pour enrichir le récit national des complémentarités territoriales.

UN OBJECTIF : ACCOMPAGNER L'ACTION PUBLIQUE LOCALE

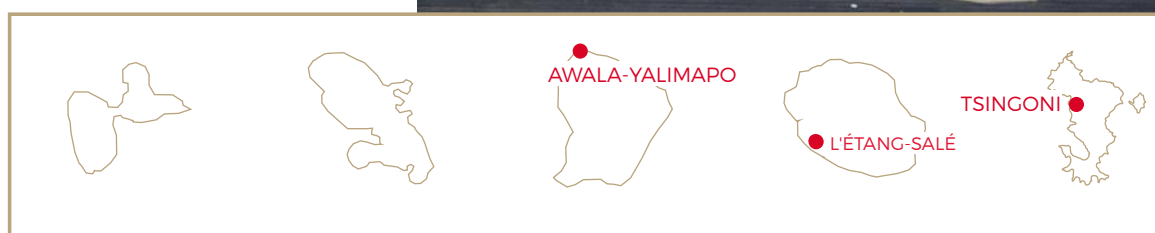
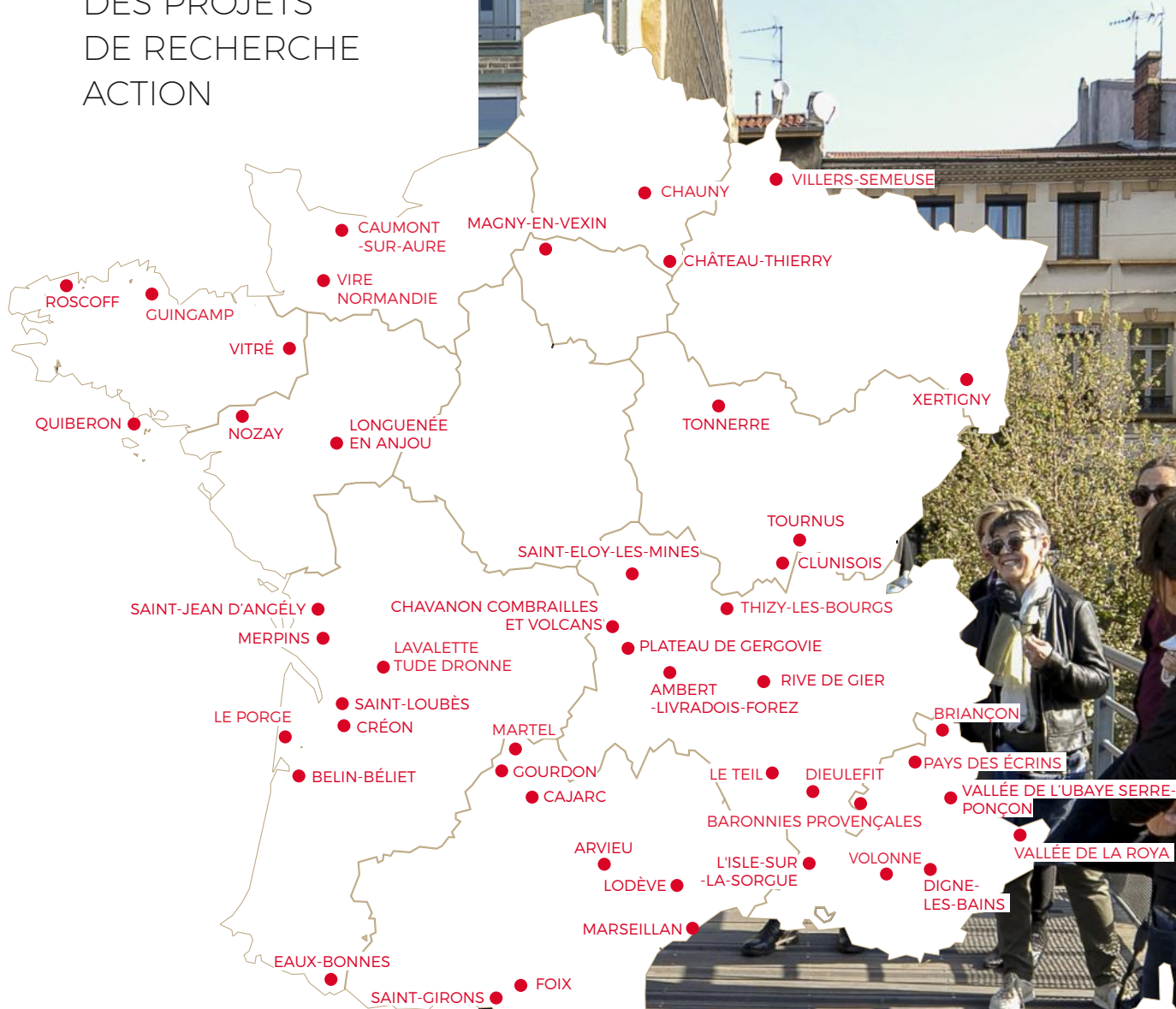
La mobilisation d'équipes de recherche sur le terrain et sur le temps long favorise le « pas de côté » pour les acteurs des territoires : délestés pour un temps des contraintes du quotidien et des questions réglementaires, les débats visent à construire des analyses collectives des territoires, et ainsi faciliter l'émergence de perspectives communes. La prise de distance et la mise en contexte proposée par la recherche alimente les réflexions des élus, des acteurs sur leurs propres pratiques, fait émerger de nouveaux projets et idées.

ÉCOUTER, APPRENDRE, EXPÉRIMENTER

Dans ce contexte, programme *POPSU Territoires*, frère de *POPSU Transitions*, se donne trois objectifs :

1. Mieux comprendre les processus, les situations, les mouvements auxquels sont confrontés petites villes et territoires ruraux, ainsi que leurs implications pour la construction des politiques publiques.
2. Débattre Produire des scènes de débats et de réflexions collectives entre chercheurs, élus, acteurs et experts dans le cadre des Cercles Thématiques organisés pour le Club Petites villes de demain.
3. Diffuser les résultats et les grands enseignements produits dans le cadre des projets à travers des médias variés et à destination du grand public : films documentaires, collection d'ouvrages, notes pour décideurs, événements dans les petites villes, etc.

51 PETITES VILLES ENGAGÉES DANS DES PROJETS DE RECHERCHE ACTION





DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Jean-Baptiste Marie

RÉDACTION

Jean-Marc Offner, Marie-Christine Jaillet, Guillaume Lacroix, Hélène Peskine, Jean-Baptiste Marie, Hélène Milet, Aurore Meyfroidt, Nicolas Maisetti, Louise Deville

CONCEPTION GRAPHIQUE

Figures Libres / Maud Boyer, Chloé Listrat

CARTOGRAPHIE PAGE 14

Arthur Beaubois-Jude

CRÉDITS PHOTOS

p. 4-5, 6-7 et 12-13 : Marcella Barbieri, p. 14-15 : Samuel Amez - MEL 2023, p. 16 : Roland Grunhec / MAMP, p. 18 : Anais Léger-Smith, p. 20 : Bordeaux Métropole, p. 22 : Mathieu Le Gall - Brest métropole, p. 24 : Arnaud Poirier, p. 26 : Stéphane Cordobes, p. 28 : François Weckerle, p. 30 : Communauté Urbaine de Dunkerque, p. 32 : Corinne Legenne, L'Institut Paris Region, p. 34 : Lucas Frangella - Grenoble Alpes Métropole, p. 36 : Samuel Amez - MEL 2023, p. 38 : Laurence Danière, p. 40 : Geoffroy-Drouault agence, p. 42 : V. Joncheray, p. 44 : Agence azuréeenne d'urbanisme, p. 46 : Carole Photographe, p. 48 : Arnaud Loubry, Rennes Ville et Métropole, p. 50 : Alan Aubry - Métropole Rouen Normandie, p. 52 : Saint-Etienne Métropole TechniVue, p. 54 : Sillon Lorrain, p. 56 : Eurométropole de Strasbourg, p. 58 : Anais Léger-Smith, p. 60 : Francis Vautier - Mission Val de Loire, p. 62 : Frédéric Rossano, p. 64 : Marcella Barbieri, p. 65 : Wildrid Duval, Marcella Barbieri, Marcella Barbieri et Agence Capa, Paul Sanfourche, p. 69 : Marcella Barbieri, p. 71 : Hélène Milet, p. 72-73 : Lucas Frangella - Grenoble Alpes Métropole

IMPRESSION

Janvier 2025





LES COLLECTIVITÉS PARTENAIRES



L'EUROPE DES PROJETS ARCHITECTURAUX ET URBAINS (EPAU)

Jean-Baptiste Marie, directeur général

Julien Moulard, directeur général adjoint

Sacha Dalis, secrétaire général

PLATEFORME D'OBSERVATION DES PROJETS ET STRATEGIES URBAINES (POPSU)

POPSU Transitions

Guillaume Lacroix, directeur du programme

Responsables scientifiques :

- **Marie-Christine Jaillet**, CNRS-LISST, coordinatrice
- **Sabine Barles**, Université Paris 1, Géographie-Cités
- **Xavier Desjardins**, Sorbonne Université, Médiations,
- **Renaud Le Coix**, Université Paris Cité, Géographie-Cités
- **Gilles Pinson**, Sciences Po. Bordeaux, Centre Emile Durkheim
- **Magali Talandier**, Université Grenoble-Alpes, PACTE

POPSU Territoires

Hélène Reigner, professeure des Universités, Aix-Marseille Université,
responsable scientifique du programme *POPSU Territoires*

Hélène Milet, directrice du programme

Pacôme Bertrand, chargée de mission

Florentin Cornée, chargé de mission

+ + + + + + + + + +

CONTACT

Guillaume Lacroix, directeur du programme *POPSU Transitions*

guillaume.lacroix@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 06 60 72 18 28